



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2990
21 novembre 2025
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

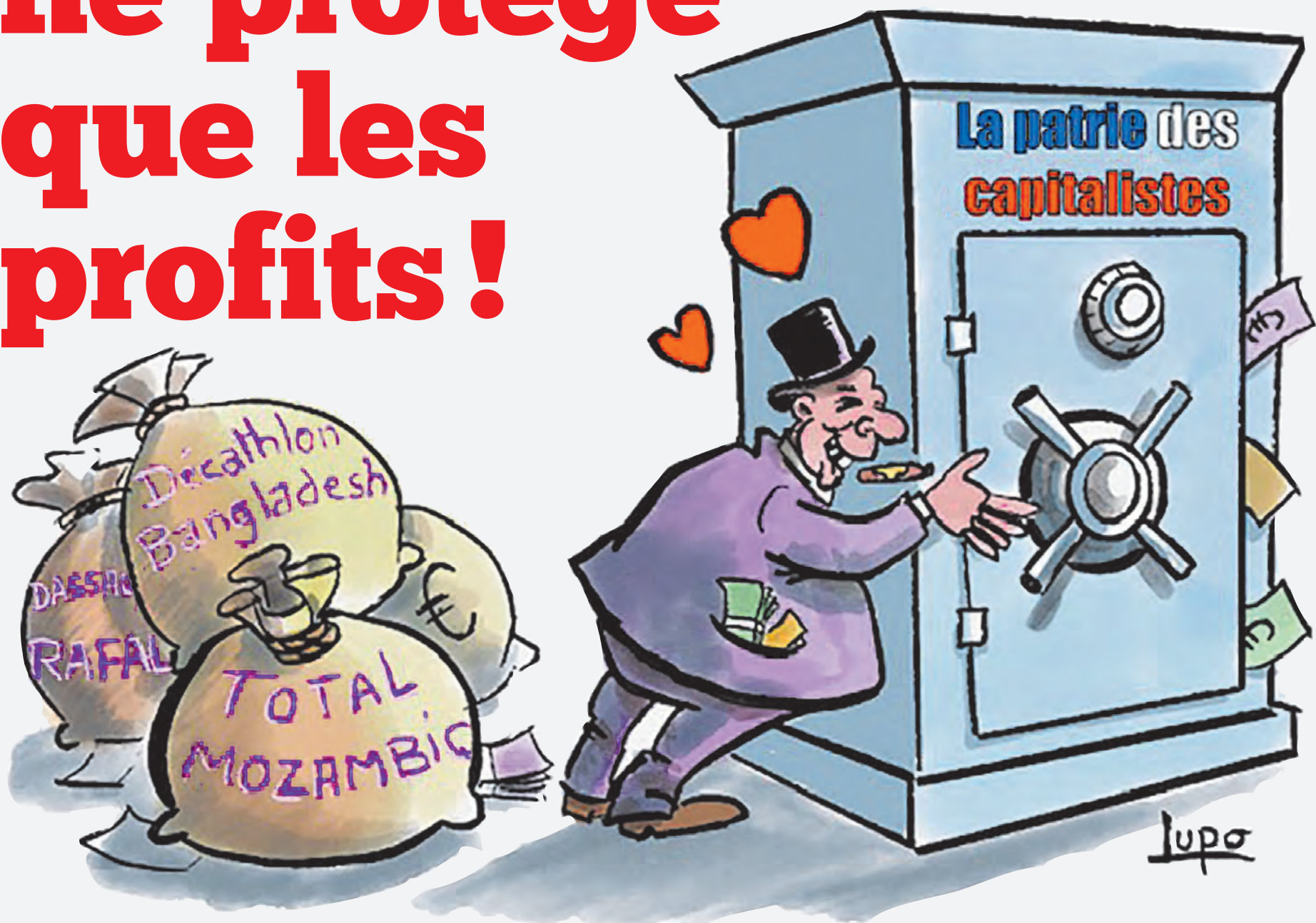
LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Affaire Shein

Le protectionnisme ne protège que les profits!



Budget

**Les milliardaires
s'en sortent bien**

Page 3

Dassault

**La guerre, des
Rafale et des profits**

Pages 12 et 16

Palestine

**Manifester contre
le génocide**

Page 8

Leur société

- Contre leur budget : la nécessaire riposte ouvrière 3
- À la recherche de la TVA perdue 3
- Retraités : épargnés pour mieux être attaqués ? 3
- France-Algérie : entre surenchères et intérêts bien compris 4
- Élections municipales : des listes Lutte ouvrière-Le camp des travailleurs 4
- Choose France : beaucoup de mousse sur le gâteau 5
- Chômage : une guerre contre les travailleurs 5
- Sans-abri : un toit = une urgence 5
- Guerre de 14-18 : l'épuration ethnique en Alsace-Moselle 6
- Hommage à Pétain : les défaillances de la mémoire 6
- Violences policières : l'impunité s'accroît 6
- Saint-Denis : les oubliés des attentats 7
- Marseille : l'assassinat de Mehdi dans une société qui pourrait 7
- Corse : mafia totale et Total mafia 7
- France-Ukraine : au bonheur des présidents et des marchands d'armes 16

Dans le monde

- Gaza : pendant la paix de Trump, la guerre aux Palestiniens continue 8
- Cisjordanie : la colonisation, inexorable, inacceptable 8
- Halte à la guerre sans fin contre les Palestiniens : manifestation à Paris 8
- États-Unis : Trump-MBS, dîner entre criminels 9
- Protectionnisme et inflation font bon ménage 9
- Chili : l'extrême droite vers le pouvoir ? 10
- Total au Mozambique : coupable par essence ! 10
- Précarité énergétique : crédits à la baisse 11
- Hôpital du Vinatier - Bron : la pédopsychiatrie sacrifiée 11
- Nos lecteurs écrivent : l'art de suspendre les pensions de réversion 11
- Michèle Audin et son combat 11
- Contre les violences faites aux femmes : manifestation à Paris 11
- Pacte vert : des députés au service du patronat 16

Dans les entreprises

- RATP 12
- SNCF 12
- Dassault - Cergy 12
- Erasteel - Commentry 13
- Usinor Arc - Arques 13
- Wizpaper - Wizernes 13
- Renault - Flins 13
- ArcelorMittal - Dunkerque 14
- NovAsco 14
- Torbel - Tinchebray 14
- Travailleurs du nettoyage 15

La campagne contre Shein : une mise en condition anti-chinoise

Depuis trois semaines, le patronat français et tous les politiciens dénoncent Shein, la plateforme commerciale spécialisée notamment dans la mode à petits prix.

Shein fait évidemment trimer des travailleurs, et sans doute des enfants, pour produire sa camelote. Et, du moment que l'entreprise peut encaisser de l'argent, elle est prête à vendre toutes les horreurs possibles et imaginables. Mais, sous le capitalisme, ce n'est pas une exception, c'est la règle. Et ce n'est certainement pas une spécificité chinoise !

Cette campagne ne dénonce pas l'exploitation ni la rapacité d'une classe capitaliste avide et destructrice. Elle vise à dénigrer la concurrence chinoise et à souder les consommateurs, qui sont aussi des travailleurs, derrière les capitalistes bien français. Et, finalement, on nous fera avaler de nouvelles taxes, puisque le gouvernement et l'Union européenne préparent la taxation des petits colis.

Avec leur mépris de classe habituel, les dirigeants font la morale aux clients de Shein. Ils seraient des consommateurs compulsifs et égoïstes, coupables de la chute de l'industrie textile française et de la fermeture de magasins. Comme si les familles populaires ne préféreraient pas la qualité pour s'habiller, si elles en avaient les moyens ! Comme si elles aimaient se nourrir de produits bon marché et polluer en roulant dans leurs vieilles voitures !

Comme toujours, les capitalistes, qui décident de tout, ne seraient responsables de rien et les travailleurs, qui n'ont jamais leur mot à dire, seraient coupables de tout ! C'est pourtant très simple : si le patronat et ses politiciens ne veulent pas que les consommateurs courent après les prix bas, qu'ils augmentent les salaires et portent le smic au-dessus de 2 000 euros !

Et quelle hypocrisie ! La question du chômage et la fermeture des commerces sont le cadet de leurs soucis. Quatre cent cinquante plans de licenciements sont en cours en France, et des centaines de milliers d'emplois sont menacés. Ce n'est pas Shein qui a ordonné ces licenciements, mais un patronat bien de chez nous, comme celui de Michelin, Stellantis, Valeo, avec la complicité des politiciens qui lui laissent les mains libres.

Et qui a transformé la Chine en atelier du monde, sinon nos bons capitalistes pour aller exploiter des travailleurs plus pauvres encore et les payer beaucoup moins ? Résultat, ils ont ainsi fermé leurs usines et transformé des régions entières en déserts industriels.

Aujourd'hui, ils crient à la concurrence déloyale, mais ont été les premiers à en profiter, et ils continuent à le faire.

Les enfants, les femmes et les hommes qui s'éreintent sur leur machine à coudre, en Asie, pour gagner juste de quoi survivre, ne travaillent pas seulement pour Shein mais pour bien d'autres marques, qui se retrouvent dans les magasins H&M, Pimkie, Kiabi, Celio... Carrefour et Decathlon se fournissent au Bangladesh, dont les travailleurs sont payés 100 euros par mois, encore moins que leurs camarades chinois. Ces deux enseignes sont aussi suspectées de profiter du travail forcé des Ouïghours.

Quant aux plateformes commerciales, il n'y a pas que Shein, Temu ou Alibaba qui ont du ménage à faire. Il y a aussi e-Bay, Amazon ou Leboncoin, ainsi que tous les réseaux sociaux où la drogue et les armes se vendent librement et où les trafiquants recrutent même leurs tueurs !

La cabale anti-chinoise n'est pas à prendre à la légère. Elle s'inscrit dans une guerre commerciale féroce où, dans tous les pays, les travailleurs sont en train d'être encore plus pressurés, précarisés et appauvris au nom de la compétitivité.

Le protectionnisme, tant vanté par l'ensemble du personnel politique, n'arrête pas cette guerre commerciale, il l'attise. Il n'y a qu'à voir comment un Trump se sert du made in America pour écraser ses concurrents. Et cette surenchère protectionniste constitue un pas vers la guerre tout court.

Aujourd'hui, les Chinois sont présentés comme des concurrents déloyaux. « *L'invasion chinoise* » revient régulièrement en titre des journaux. Quand seront-ils présentés comme des ennemis ?

Ne soyons pas dupes : cette campagne n'a rien à voir avec l'écologie, les droits humains, ceux des salariés ou ceux des enfants. Elle relance une propagande protectionniste aussi mensongère que dangereuse pour les travailleurs.

Tout patriotards qu'ils s'affichent, les capitalistes n'ont pour patrie que leur portefeuille. Ils veulent dresser les consommateurs contre les entreprises chinoises pour défendre leurs intérêts, pas les nôtres ! Et, demain, pour ces mêmes intérêts, ils seront capables de nous jeter dans une guerre contre la Chine.

L'arme des travailleurs, c'est l'internationalisme. C'est l'idée que, par-delà les frontières, les travailleurs chinois, bangladais, français, etc., ont les mêmes ennemis : la classe exploiteuse mondiale.

Nathalie Arthaud



Atelier textile travaillant pour Decathlon au Bangladesh.

Contre leur budget : la nécessaire riposte ouvrière

Pendant que les manœuvres continuent à l'Assemblée autour du vote du budget 2026, on peut chercher longtemps les nouvelles susceptibles de rassurer les familles ouvrières.

Dans les 31 milliards d'euros d'économies envisagés, les quelques rares propositions qui pourraient égratigner les profits patronaux, et encore, si leurs experts-comptables ne sont pas attentifs, ont fait pousser des hauts cris au Medef comme à la CPME. Il est plus que probable qu'elles ne survivront pas au passage au Sénat.

Pour quelques niches fiscales un peu rabotées, ce

qui au demeurant pèsera surtout sur les consommateurs, les patrons ont obtenu la diminution puis la suppression d'un des impôts de production qu'ils abhorrent, la CVAE. Les seules véritables attaques votées sont dirigées contre les classes populaires. Et même si certaines d'entre elles, l'année blanche sans revalorisation des pensions et allocations, le blocage du barème de l'impôt sur le

revenu rendant impossibles des familles qui ne l'étaient pas, ont été évitées, le Sénat se chargera d'y mettre bon ordre.

Il reste les 4,7 milliards d'économies imposées aux collectivités locales, donc à la population. Il reste les 17 milliards à récupérer sur les dépenses de l'État, au détriment des travailleurs et des services publics qui continueront à se dégrader.

Et surtout, il reste que des centaines de milliards d'argent public vont continuer à se déverser vers les caisses du grand patronat,

tandis qu'il continue, lui, à supprimer des emplois et à maintenir les salaires au plus bas.

C'est dans ce cadre que les confédérations syndicales CGT, Solidaires et FSU appellent à une journée de grève et de manifestations le 2 décembre. Ce ne sera certes qu'une journée dite d'action de plus après celles de septembre et d'octobre. On ne peut guère attendre d'un gouvernement bourgeois qu'il « revoie sa copie », comme le suggère Sophie Binet, de la CGT. Pour l'y contraindre,

il faudra une riposte d'une tout autre ampleur, qui ne se limite pas à des journées d'action bien cadrées par les centrales syndicales. Il faudra un mouvement qui vise, non seulement à faire reculer le gouvernement, mais aussi, et surtout, à disputer au grand patronat la direction de toute la vie sociale.

Il faut profiter de toutes les occasions, et notamment de cette journée du 2 décembre, pour défendre cette perspective dans les entreprises et dans la rue.

Viviane Lafont

À la recherche de la TVA perdue

Alors même que le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale pour l'an prochain sont discutés par les députés, Amélie de Montchalin, ministre chargée de cette question, cherche dix milliards d'euros égarés par mégarde pour boucler les comptes de 2025.



Après avoir bien regardé sous tous les meubles de Bercy et vérifié les plus gros postes de dépenses, les aides aux milliardaires (270 milliards), les intérêts de la dette (55 milliards) et les affaires militaires (50 milliards, hors retraites), la ministre a nommé une mission d'urgence pour, sinon retrouver le magot, du moins expliquer sa disparition. Il s'agirait de dix milliards de TVA, sur les 200 que l'État collecte chaque année. Ils étaient espérés et calculés par les services du ministère mais ne seraient finalement pas rentrés. Or, la TVA est à la fois l'impôt le plus injuste et celui qui rapporte le plus à l'État. En effet, le malheureux qui dépense tout ce qu'il a pour manger la paye plein pot. Le milliardaire en

revanche ne la paye pas sur ses actions, ses placements et les fortunes qu'il niche dans les holdings.

L'administration avance deux explications quant à ces dix milliards non recouvrés. D'une part, elle évoque l'inévitable perversité de l'industrie chinoise qui tricherait sur ses marchandises commandées sur Internet. Mais, pour expliquer un manque à gagner de dix milliards d'euros, il aurait fallu un tel flot de petits colis chinois que le ministère des Finances et la ministre elle-même disparaîtraient sous les sweats en acrylique et les peluches de collection.

L'autre explication, plus réaliste, est tout simplement que la consommation dite « des ménages », c'est-à-dire

la consommation populaire, n'a pas augmenté, voire a régressé. Et, en effet, puisque les familles ouvrières sont contraintes de se serrer la ceinture et de regarder à deux fois en faisant leurs courses, la quantité globale d'achats diminue et la collecte de la TVA est réduite d'autant.

Ce sont ainsi les mêmes, ministres et conseillers, grands patrons et administrateurs, qui pressurent les classes populaires et s'étonnent de voir la consommation baisser. On rêve de voir leurs têtes et d'entendre leurs explications lorsque les travailleurs exigeront leur dû et que les capitalistes devront leur céder, de peur de tout perdre.

Paul Galois

Retraités : épargnés pour mieux être attaqués ?

Le 13 novembre, l'Assemblée nationale a renoncé à supprimer l'abattement de 10 % sur les pensions de retraite envisagé jusque-là.

Bayrou avait mis sur la table la fin de cet abattement, qui aurait augmenté l'impôt pour 39 % des retraités. Politiciens et journalistes ont présenté cet abattement comme l'équivalent d'une « niche fiscale », voire l'ont assimilé à la prolongation des 10 % que les salariés peuvent déduire comme « frais professionnels » de l'impôt sur le revenu.

Créé en 1978, l'abattement sur les pensions constituait

en réalité la reconnaissance du fait qu'une explosion des prix rognait déjà le pouvoir d'achat, et qu'un travailleur arrivant à la retraite perd plusieurs centaines d'euros par mois par rapport à son salaire sans avoir moins de dépenses à régler, bien au contraire.

Cet abattement était donc censé contrebalancer un tout petit peu ce manque à gagner, sans aucun rapport avec les « frais

professionnels » déductibles des salariés.

Si les députés ont renoncé à supprimer ces 10 % d'abattement, ce n'est qu'un répit car l'objectif, lui, reste inchangé. Et la campagne engagée il y a des mois sert toujours. Ainsi la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, en appelle à « une forme de solidarité au sein de la population des retraités » pour l'avenir. Il s'agit, encore et toujours, de montrer du doigt les travailleurs à la retraite comme de prétendus privilégiés par rapport aux travailleurs en

activité. Le titre d'un article du journal *Les Échos*, « Les retraités à nouveau épargnés, la polémique monte », donne le ton.

Année électorale oblige, au moins en vue des municipales de 2026 sinon des présidentielles de 2027, les politiciens craignent de prendre à rebours les dix-sept millions de retraités du pays. Pour autant, l'État, au service des plus riches, traque encore et toujours toutes les économies possibles sur la population laborieuse, dont les travailleurs à la retraite.

Marlène Stanis



France-Algérie : entre surenchères et intérêts bien compris

L'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, incarcéré en Algérie depuis près d'un an, vient d'être grâcié par le président algérien Abdelmadjid Tebboune. Sa libération annonce-t-elle la fin de la crise diplomatique entre la France et l'Algérie, ouverte par la reconnaissance par Emmanuel Macron de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental ?

En octobre 2024, Boualem Sansal affirmait au média français d'extrême droite *Frontières*, dont il est membre, que les régions de l'Ouest algérien, comme Oran, auraient dû revenir au Maroc. Cela ayant provoqué la colère du régime algérien, il fut arrêté le 6 novembre à son arrivée à Alger et condamné à cinq ans de prison ferme pour « atteinte à l'unité nationale ». Il ne faisait que rejoindre des centaines de détenus d'opinion qui croupissent toujours dans les prisons algériennes. Et si Boualem Sansal a pu, et c'est tant mieux pour lui, retrouver sa liberté, ceux-là n'ont pas bénéficié du même soutien.

En effet, l'écrivain a pu trouver des appuis dans toute la classe politique française, en particulier auprès de l'extrême droite et de LR, qui se sont posés en défenseurs de la liberté d'expression. Pour tenter de gagner en popularité et s'imposer à la présidence de son propre parti, Bruno Retailleau, en tant que ministre de l'Intérieur, a fait le choix d'attiser les tensions avec l'Algérie. Début avril, alors que le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, y était envoyé pour apaiser la crise et semblait en passe d'obtenir la libération de Sansal, Retailleau a même soufflé sur les braises en expulsant un agent consulaire algérien.

La surenchère xénophobe et anti-algérienne à laquelle se livrent LR et l'extrême droite a aiguisé et prolongé la crise diplomatique. Le vote du RN et de LR pour dénoncer l'accord franco-algérien de 1968, qui encadre la circulation et le statut des Algériens en France, illustre à quel point il s'agit d'une obsession historique de l'extrême droite et d'un thème que ses dirigeants espèrent électoralement porteur.

Macron, fragilisé depuis sa dissolution de l'Assemblée, a été incapable de mettre un terme à la zizanie qui s'est exprimée au sommet du pouvoir sur cette question et qui illustre l'incapacité de la classe politique française à trouver des solutions à ses propres crises. S'ajoutant au changement de ministre de l'Intérieur en France, la médiation du président allemand, Frank-Walter Steinmeier, a permis la libération de



Manifestation pour les détenus politiques en Algérie, en 2021.

Boualem Sansal et annonce une réactivation des relations franco-algériennes.

En fait, au-delà du bruit et des discours entretenus autour du sujet, il est vital pour les intérêts généraux de la bourgeoisie française que les relations reprennent. En un an, les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie ont reculé de 20 %, au profit de concurrents comme l'Italie et la Turquie. Les aboiements de Retailleau coûtent cher en pertes de marchés !

Par ailleurs, les discours vengeurs pouvaient compromettre la coopération entre les services de sécurité des deux pays, même si celle-ci n'a jamais cessé.

Elle apparaît d'autant plus nécessaire aux uns et aux autres que la situation s'aggrave au Sahel et que les djihadistes du JNIM, affiliés à al-Qaïda, contrôlent un territoire de plus en plus vaste au Mali. Aussi bien pour l'Algérie, qui partage une longue frontière avec le Mali, que pour la France, qui y a semé le chaos après y avoir fait la loi, il semble sans doute nécessaire de cesser les surenchères, aucun des deux pays ne souhaitant voir surgir un califat qui déstabiliserait encore plus la région. Mais ce genre de raisons peut-il parvenir jusqu'à la cervelle d'un Retailleau ou d'un Bardella ?

Leïla Wahda

Élections municipales : des listes Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs

Pendant que la vie politique, ou plutôt politicienne, est obnubilée par le cirque parlementaire autour du budget, les militants de Lutte ouvrière agissent pour que des listes « Lutte ouvrière - le camp des travailleurs » soient présentes aux élections municipales des 15 et 22 mars 2026 dans un maximum de communes populaires.

Les maires, leurs adjoints et les conseillers municipaux, en particulier dans les petites communes,

sont souvent moins détestés que les autres élus car plus proches de leurs administrés. Mais, si dévoués

soient-ils, ils n'ont que des budgets dérisoires pour agir et presque aucun pouvoir. Avec l'austérité mise en œuvre par les gouvernements successifs, les budgets des municipalités sont de plus en plus réduits tandis que les besoins de la population, à cause du chômage et de la pauvreté qui s'aggravent, à cause des retraites trop faibles, ne cessent d'augmenter.

Si les élections municipales ne permettent pas plus que d'autres scrutins de changer la vie des classes populaires, elles donnent l'occasion de s'exprimer. Un bulletin de vote Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs permettra de dire qu'il y en a assez de travailler de plus en plus dur pour des salaires trop faibles alors que les prix ne cessent de monter ; d'exprimer son opposition à l'évolution réactionnaire de la

société, aux divisions semées et entretenues entre travailleurs, entre exploités, selon leurs origines ou leurs statuts ou encore à la marche à la guerre ; qu'ils n'y a aucune confiance à accorder aux partis qui se succèdent au pouvoir et se prosternent devant les riches et les capitalistes ; que les travailleurs sont les mieux placés pour diriger eux-mêmes la société.

Les élections municipales présentent un intérêt supplémentaire pour faire avancer la cause des travailleurs. Parce qu'elles imposent de rassembler plusieurs dizaines de candidats habitants sur la même commune, sous réserve qu'ils soient dûment inscrits sur les listes électorales, ces élections permettent de constituer un réseau de femmes et d'hommes qui partagent cette conscience de classe

élémentaire et qui sont fiers d'être des travailleurs, indispensables au fonctionnement de la société dont ils sont la force vive.

Convaincre sa voisine aide-soignante ou femme de ménage, son ami ouvrier ou chauffeur de bus, son fils cariste ou sa belle-sœur secrétaire à la retraite de représenter le camp des travailleurs en se mettant sur la liste Lutte ouvrière de sa ville, une liste qui affiche la faucille et le marteau, symbole du communisme, c'est contribuer à ce que le drapeau de la lutte de classe soit levé et que la résignation soit combattue. C'est encore préparer l'avenir en constituant, sur sa commune, un réseau pouvant aider à construire le parti, communiste, internationaliste, révolutionnaire, qui manque à la classe des travailleurs.

Xavier Lachau



Lors de la campagne pour les municipales de 2020 à Alfortville.

Choose France : beaucoup de mousse sur le gâteau

Lundi 17 novembre s'est ouverte à Paris une nouvelle édition du sommet Choose France, autrement dit « Choisir la France » en anglais.

À la différence des précédents sommets, censés faciliter les investissements étrangers en France, le gouvernement a, cette fois, « mis à l'honneur [les entreprises françaises] qui choisissent d'investir en France malgré un contexte international turbulent ». L'objectif était de mettre en relief l'appui de l'État aux entreprises françaises pour qu'elles se mettent à investir massivement, notamment dans l'industrie. Contre toute évidence, le ministre de l'Industrie Sébastien Martin a même assuré : « Les investissements continuent, les implantations industrielles se multiplient [...]. La réindustrialisation est un mouvement de fond. »

La réalité est bien éloignée de ce conte de fées, comme peuvent en témoigner les 549 travailleurs

de l'aciériste Novasco, dont la liquidation judiciaire a été annoncée le jour même de l'ouverture du sommet. Selon la CGT, sur les 444 plans de licenciements mis en œuvre depuis 2023, 325 concernent des fermetures de sites industriels. En 2025, pour la deuxième année consécutive, le nombre de fermetures d'usines en France sera supérieur à celui des ouvertures.

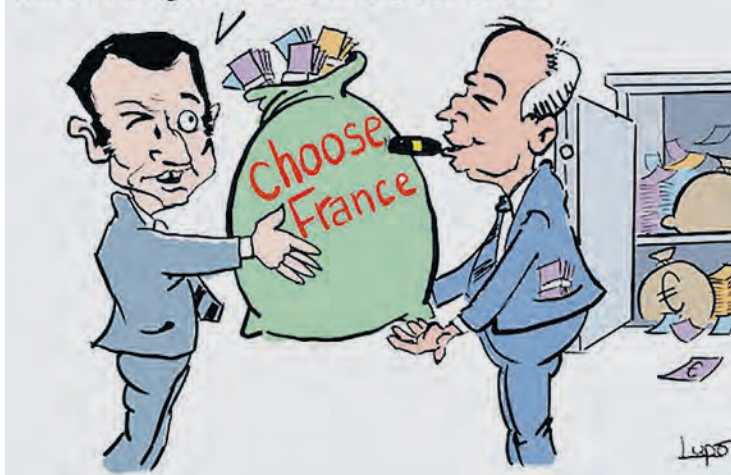
D'ailleurs, les montants annoncés lors du sommet servent de poudre aux yeux. Le gouvernement avance un chiffre de 30,4 milliards d'euros d'investissements, mais seuls 9 milliards correspondent à de nouvelles annonces. Et parmi les groupes félicités pour leurs investissements par les ministres et par Macron, certains ferment en même temps des sites :

Sanofi, qui promet 700 millions d'euros d'investissements, va vendre son usine de Maisons-Alfort, et Danone, qui annonce débours 300 millions, prévoit de fermer l'usine Blédina de Villefranche-sur-Saône.

Les projets sont autant de prétextes à de nouvelles subventions publiques, évidemment sans aucun engagement en matière d'emplois et de salaires. Ainsi, Urgo a profité du sommet pour confirmer l'ouverture d'une nouvelle usine dans la Loire, usine pour laquelle l'entreprise a touché 600 000 euros d'aides publiques. Peu importe que la famille Le Lous, propriétaire d'Urgo, figure parmi les 100 familles les plus riches de France, avec une fortune en hausse de 11 % en un an, et n'ait pas vraiment besoin d'aide !

La réalité est que les capitalistes n'investissent pas en fonction des sommets et

Surtout faites en bon usage : c'est l'argent des travailleurs



des discours gouvernementaux, mais selon l'état du marché et leurs perspectives de profit. L'État est incapable d'enrayer la désindustrialisation parce que celle-ci découle d'une crise profonde du capitalisme où la spéculation financière rapporte davantage que la

production. L'action des gouvernements, aujourd'hui comme hier, se résume donc à verser des subventions à fonds perdu à des capitalistes qui en feront ce qu'ils veulent, et à justifier ces cadeaux par des fables sur le patriotisme économique.

Claire Dunois

Chômage : une guerre contre les travailleurs

Le 13 novembre, l'Insee a annoncé que le taux de chômage avait encore augmenté au troisième trimestre, s'établissant à 7,7% en France hors Mayotte.

Ces chiffres correspondent à 44 000 personnes supplémentaires à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles pour en prendre un, selon la définition retenue par l'Insee. Cela porte le nombre total de travailleurs au chômage à 2,45 millions.

Représentants du patronat et commentateurs discutent doctement de ces chiffres, expliquant qu'ils ne sont pas si mauvais dans le

contexte actuel. Et d'ajouter que la suppression de 112 000 emplois dans le secteur privé cette année serait surtout due à celle des aides publiques au patronat pour l'embauche de jeunes en alternance. C'est bien sûr une manière de réclamer le retour des primes à l'embauche d'apprentis, qui ont baissé depuis février dernier, et dont les entreprises se servent pour disposer de travailleurs ne leur coûtant quasiment rien. Mais

c'est surtout une campagne politique.

En réalité, le nombre d'emplois salariés dans le secteur privé baisse continuellement depuis la mi-2024. Quant à France Travail, son rapport paru fin octobre comptabilise près de 6,5 millions d'inscrits à l'ex-Pôle emploi sous les catégories A, B, C, D ou E. Parmi elles, 3 263 500 sont des travailleurs sans aucun emploi (catégorie A), c'est-à-dire 230 000 de plus sur l'année (+7,6 %). C'est là le résultat des plans de licenciements qui se multiplient depuis des mois, y compris de la part de groupes milliardaires comme Michelin, Stellantis et Ascometal-Novasco dans l'industrie, ou Auchan dans la grande distribution, entraînant dans leur sillage nombre d'autres licenciements chez leurs sous-traitants et dans les petites entreprises qui en dépendent. Le nombre de travailleurs en activité réduite (catégories B et C de France Travail) a également augmenté, avec 2,5 millions de personnes confrontées aux temps partiels, aux CDD ou aux missions d'intérim émaillées de périodes de chômage (soit + 5,3 % sur

un an). Quant à l'explosion des prix de l'alimentaire, de l'énergie et des loyers, elle obligeait déjà fin 2022 environ 2,4 millions de travailleurs, dont certains en CDI à temps plein, à cumuler au moins deux emplois selon l'Insee, et ce chiffre n'a sans doute fait

qu'augmenter depuis.

Cela donne l'image de la véritable guerre sociale que les capitalistes mènent à l'ensemble du monde du travail pour garantir leurs profits, en intensifiant l'exploitation et en semant le chômage et la misère.

Marlène Stanis

Sans-abri : un toit = une urgence

Plusieurs centaines de sans-abri ont campé plusieurs jours devant la mairie du 20^e arrondissement de Paris avant d'y être hébergés dans une grande salle dans la nuit du dimanche 16 novembre. Dans le groupe se trouvaient des femmes enceintes, des personnes âgées, 160 enfants, dont une vingtaine de nourrissons.

C'est l'association Utopia 56 d'aide aux migrants qui les a soutenus, appelant à l'aide des bonnes volontés parmi les habitants, les commerçants, les médecins du quartier, relayés dans leur alerte par Médecins du monde et Médecins sans frontières. Devant

l'arrivée du froid et de la pluie, le maire du 20^e arrondissement a ouvert ses locaux. La mairie de Paris aurait décidé d'ouvrir des places d'hébergement pour tous.

Utopia 56 dénonce la préfecture d'Île-de-France, responsable de l'hébergement d'urgence, dont les 120 000 places seraient saturées, et qui a fait la sourde oreille. Pour Utopia 56, l'État s'est rendu « hors la loi ».

Mais ces hébergements, ces hôtels saturés sont la loi d'un des pays les plus riches du monde où la misère se développe dans la population, migrante ou non, avec ou sans emploi.

Sylvie Maréchal



Guerre de 14-18: l'épuration ethnique en Alsace-Moselle

Alors que les cérémonies du 11-Novembre ont exalté l'armistice signé en 1918 aux couleurs du drapeau bleu-blanc-rouge, il faut rappeler que la fin de la Première Guerre mondiale a donné lieu à une véritable épuration ethnique dans ce qu'on appelait l'Alsace-Lorraine.

Il s'agissait de l'ensemble des territoires annexés par l'Empire allemand en 1871, correspondant aux actuels départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Le retour à la France de ces territoires fut douloureux pour toute une partie de la population. Tandis que, depuis 1871, beaucoup avaient émigré en France, de nombreux Allemands les avaient remplacés et, en 57 ans, de nombreux couples mixtes s'étaient constitués.

Les sentiments de cette

population mélangée n'étaient pas le souci des autorités françaises. Un arrêté du 14 décembre 1918 divisa les habitants d'Alsace-Lorraine en quatre catégories, auxquelles correspondaient quatre cartes déterminant les droits de circulation de chacun. La carte A, donnée aux personnes nées de père et de mère français, permettait de circuler dans toute l'Alsace-Lorraine. La carte B fut attribuée à ceux qui ne pouvaient se prévaloir que d'un parent « français de

souche », et la carte C, destinée aux étrangers n'étant pas des ressortissants de l'Allemagne ou de l'Autriche, ne permettait à ses porteurs que de circuler à proximité de leur ville de résidence. Quant à la carte D, destinée aux citoyens d'origine allemande, elle leur interdisait toute circulation en dehors de leur ville. Les titulaires de cette carte D, mais aussi des Alsaciens « de souche », considérés comme peu sûrs « du point de vue national », allaient être massivement expulsés d'Alsace-Lorraine vers l'Allemagne.

Cette expulsion concerna des dizaines de milliers de personnes, sans doute plus de 200 000. Pourtant, la convention d'armistice signée le 11 novembre par le



Affiche propagandiste après la Première Guerre mondiale.

gouvernement français stipulait dans son article 6 que « dans tous les territoires évacués par l'ennemi, toute évacuation des habitants sera interdite ; il ne sera apporté aucun dommage ou préjudice à la personne ou à la propriété des habitants ». Ces expulsions n'en furent pas moins expéditives, allant jusqu'à séparer des familles dont un parent était « français de souche », l'autre « allemand de souche ».

Par ailleurs, dès la fin de la guerre, en Alsace-Moselle, la monnaie en vigueur qui

était le Reichsmark fut remplacée par le franc. Le taux de conversion ne fut pas le même pour tous : les détenteurs de la carte A (Français de souche) recevaient 1,25 franc pour 1 Mark et ceux ayant une carte D (Allemands de souche) seulement 60 centimes !

Entre 1871 et 1914, la question du destin de l'Alsace-Lorraine avait été un grand sujet pour la propagande patriotique. Pour la population, il entraîna bien des souffrances.

Étienne Hourdin

Hommage à Pétain : les défaillances de la mémoire

Le tribunal administratif de Nancy a finalement autorisé la messe à la mémoire de Pétain organisée dans une église de Verdun le 15 novembre alors que celle-ci avait d'abord été interdite par le maire de la ville.

À la sortie de cette messe, qui n'avait réuni qu'une vingtaine de vieux nostalgiques du régime de Vichy, le représentant de l'ADMP, l'Association de défense de la mémoire de Pétain, a déclaré que celui-ci avait été le premier résistant, relançant ainsi la polémique. Le parquet a ouvert une enquête pour « contestation de crime contre l'humanité ».

Nombre de personnalités politiques qui se sont indignées à cette occasion ont fait preuve d'une mémoire quelque peu sélective. Il y aurait le Pétain de 14-18, le « vainqueur de Verdun », avec la peau des soldats oubliée-t-on de préciser, et le Pétain de 1940 qui « a trahi la nation », comme l'a déclaré le maire de Verdun.

Or il s'agit de la même personne : un militaire réactionnaire, fidèle serviteur de la bourgeoisie, aux états de service édifiants. Durant la Première Guerre mondiale, il dirigea la répression des révoltes de soldats de 1917 puis, en 1925, celle de l'insurrection dans le Rif marocain contre le colonialisme français. Quinze ans plus

tard, le 10 juillet 1940, il obtint les pleins pouvoirs d'une Chambre issue du Front populaire, et instaura alors une dictature qui arrêta et déporta les Juifs, notamment en 1942 lors de la rafle du Vel'd'Hiv, et organisa la traque des communistes, des socialistes et des syndicalistes. Le régime de Pétain permit ainsi à la bourgeoisie de prendre sa revanche après la peur suscitée par les grèves de juin 1936.

En 1945, Pétain fut

condamné à mort, mais il fut aussitôt gracié par de Gaulle. Entre 1984 et 1992, le prétendu homme de gauche Mitterrand, qui avait d'ailleurs commencé sa carrière politique comme secrétaire d'État sous Vichy, fit fleurir la tombe de Pétain presque chaque année.

Hier comme aujourd'hui, qu'ils endossent le costume arborant la croix de Lorraine chère à de Gaulle ou la francisque symbole du régime de Pétain, ces militaires, hauts fonctionnaires et politiciens qui défendent les intérêts de ce qu'ils appellent la « nation » savent qu'ils ont en commun de servir la même classe, la bourgeoisie.

Aline Retesse



Violences policières : l'impunité s'accroît

« Les violences policières (et dans leur version la plus dramatique les homicides policiers) constituent un phénomène quotidien et massif. » C'est ainsi que débute le rapport de Flagrant déni.

Cette ONG de défense des victimes de violences policières et d'investigation publie une étude réalisée grâce à des témoignages de victimes, d'avocats, de sources policières, des données statistiques, y compris celles du ministère de la Justice, sur plusieurs années.

Il en résulte un tableau édifiant de cette violence lors de manifestations, d'interventions dans les quartiers populaires ou à la suite de contrôles routiers. « Depuis 2005 plus de 500 personnes sont mortes lors d'une interaction avec les forces de police ; jusqu'à 65 morts pour la seule année 2024. » La possibilité de porter plainte contre la police est un parcours du combattant, l'Inspection générale des polices (IGPN), théoriquement chargée de mettre de l'ordre dans la maison, est surtout un « puissant trompe-l'œil mettant depuis des années des données tronquées en

circulation dans le débat public ». Pour le reste, la hiérarchie a les moyens d'imposer le silence sur les éléments trop gênants. En 2024, la justice n'a retrouvé les auteurs de faits incriminés que dans la moitié des cas.

Flagrant déni accompagne et aide des victimes à porter plainte. À la fin du rapport, l'ONG formule des propositions susceptibles de faciliter les démarches des plaignants : une gageure face à un système fondamentalement opaque et qui fait front avec tout son esprit de corps.

Comme le dit un jeune, victime d'un contrôle d'identité très violent cité dans le rapport : « En fait le problème, il est systémique, tu sais. (...) Est-ce que tu penses que l'État français il va changer son système (...) mais c'est un peu le bras armé de l'État, la police ! »

Sylvie Maréchal

Saint-Denis : les oubliés des attentats

Si l'ensemble des médias ont multiplié les reportages sur les attentats et les victimes du 13 novembre 2015, les habitants du 48, rue de la République à Saint-Denis ont été les grands oubliés de ces commémorations, comme à l'époque.

Le 18 novembre 2015, à 4 heures du matin, le RAID a donné l'assaut à cet immeuble dans lequel deux terroristes du 13 novembre s'étaient retranchés. Quarante-six personnes, dont 28 enfants, ont subi pendant sept heures des explosions et des fusillades. L'immeuble a été complètement ravagé par les quelque 5 000 impacts de balles et l'explosion d'une bombe actionnée

par un des terroristes.

Les résidents ont finalement été sortis sans ménagement de leur logement, obligés pour certains à se dévêtir, sans rien emporter. Un peintre en bâtiment, voisin de palier des terroristes et qui avait le malheur d'être sans papiers s'est fait non seulement tiré dessus par la police qui lui ordonnait de se montrer à la fenêtre, mais a fini en

garde à vue. La justice s'est acharnée sur lui en lui délivrant un OQTF (ordre de quitter le territoire). Deux autres personnes sans papiers ont été blessées et ont également reçu un OQTF.

Les habitants, traumatisés, ont été conduits dans un gymnase et y sont restés plusieurs nuits. Si la municipalité a tenté de proposer des solutions de relogement, l'État, lui, s'est complètement défaussé, laissant ces habitants pratiquement sans aucune aide. Pire, la presse a fait valoir que l'immeuble était vétuste et occupé par des squatteurs et des



Manifestation des habitants de l'immeuble de Corbillon en 2015.

marchands de sommeil. Des petits propriétaires et des locataires ont en fait tout perdu. Certains ont même été contraints de payer les charges et les impôts fonciers pendant des années pour finalement vendre leur bien pour une bouchée de pain.

Les habitants de cet immeuble ont dû quémander une aide psychologique pour leurs enfants, qui avaient vécu une véritable scène de guerre. Ils se sont battus pour être reconnus

comme « victimes du terrorisme » au même titre que ceux du 13 novembre et ne l'ont finalement obtenu qu'en 2022, sept ans après les faits, sans avoir jamais pu bénéficier d'une simple aide juridictionnelle. Ils vont pouvoir enfin prétendre à une indemnisation. Ce n'est qu'en 2024 qu'ils ont pu enfin récupérer leurs biens qu'ils avaient été contraints de laisser dans l'immeuble. Un bel exemple du mépris de l'État !

Aline Urbain

Marseille : l'assassinat de Mehdi dans une société qui pourrait

Mehdi Kessaci, un jeune homme de 20 ans, a été abattu au volant de sa voiture avec une arme de poing par le passager d'une moto, en plein jour, dans un quartier calme de Marseille.



Amine, à gauche dans le cortège pour le 1^{er} mai, à Marseille.

Inconnu des services de police et de justice, Mehdi était le jeune frère d'Amine Kessaci, un militant associatif et écologiste de 22 ans.

Erreur de cible ou assassinat d'avertissement ? L'enquête ne fait que commencer. Mais l'engagement d'Amine Kessaci pour dénoncer les dégâts du trafic de stupéfiants et leur emprise sur les cités de Marseille est connu de tous. À la suite du meurtre barbare de son frère aîné, Brahim, il a été le fondateur d'une association, « Conscience », qui soutient les proches des victimes du narcobanditisme. En 2020, le corps de Brahim Kessaci avait été retrouvé criblé de balles et calciné, dans un véhicule détruit par le feu.

En 2023, année où on a compté 49 homicides liés au narcotrafic uniquement sur Marseille, Amine Kessaci avait manifesté aux côtés des familles endeuillées, notamment le 1^{er} mai. Remarqué par les responsables de gauche, il avait été candidat du parti Les écologistes aux élections européennes de 2024 et avait manqué de peu d'être élu député du Nouveau front populaire aux législatives de 2024.

Alors que le procès des assassins de son frère Brahim devrait avoir lieu début 2026, Amine Kessaci vient de publier un livre qui lui est adressé : « Tu es mort d'avoir cru en un rêve pourri, vendu au détail dans les cages d'escalier ». Loin de s'en prendre aux petites

maines du narcotrafic, qui en sont les victimes, il revendique le combat contre les gros trafiquants qui s'enrichissent et vivent à Dubaï. Il dénonce surtout l'état d'abandon des cités de Marseille, le sort qui attend une fraction de la jeunesse populaire « entre la case prison ou la case cimetière », ainsi que la lenteur de la justice qui ajoute à la peine des familles meurtries.

Face à ce drame, qui touche de plus en plus de villes depuis dix ans, l'État se contente de répondre par la répression. De Valls à Nuñez, en passant par Darmanin et Retailleau, chaque ministre de l'Intérieur a montré les muscles en déployant sa police dans une « opération antidrogue », ou « place nette XXL », en créant un parquet national de lutte contre le crime organisé, en rouvrant des quartiers de haute sécurité, abandonnés pour inhumanité il y a plus de quarante ans. La situation ne fait pourtant qu'empirer car le principal terreau du narcotrafic qui gangrène la société est d'abord la pauvreté entretenue par le chômage de masse, auquel s'ajoutent le délabrement des cités populaires, la dégradation des services utiles à la population et l'abandon de la jeunesse livrée aux trafics.

Pour un autre avenir, cet ordre social pourri par le fric et le chacun pour soi ne mérite que d'être renversé.

Correspondant LO

Corse : mafia totale et Total mafia

Samedi 15 novembre, des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Bastia et d'Ajaccio pour dénoncer l'emprise de la mafia sur la Corse.

Il ne s'agit pas seulement de l'impôt mafieux extorqué sur les activités du bâtiment, du tourisme, de la restauration, etc., ni même du fait que ce racket n'est possible que grâce à la complaisance d'une partie des élus, tout cela se faisant pour « arranger les affaires ». Cette année, en plus de régler leurs différends à coups de fusil comme de coutume, les mafieux ont assassiné un syndicaliste paysan qui combattait leurs activités, Pierre Alessandri, attisant ainsi la colère et le dégoût de bien des Corses.

Les activités mafieuses pèsent sur la vie sociale de mille et une façons, depuis les balles, perdues ou pas, jusqu'à la hausse des prix que leurs prélèvements induisent. Dans le domaine des prix, les Corses ont pu apprendre le 17 novembre que les mafieux n'étaient pas les

seuls rapaces et certainement pas les plus puissants. Trois distributeurs de carburants, Total, Rubis et EG Retail, ont ainsi été condamnés à près de 190 millions d'euros d'amende pour entente illégale entre 2016 et 2022.

Les trois entreprises, actionnaires des deux seuls dépôts de carburant de l'île, se les réservaient, comme ils se ménageaient une marge supplémentaire par rapport aux prix sur le continent. Les trois compères ont évidemment fait appel de leur condamnation et l'armée des avocats de Total s'est mise en branle. Total va même jusqu'à prétendre qu'il distribue du pétrole pour rendre service aux Corses résidant dans des villages isolés et que l'entreprise est une bienfaitrice pour l'île.

Décidément, du petit gangster au grand trust international, tout le monde « rend des services » aux Corses, qui n'en demandent sûrement pas tant.

Paul Galois

Gaza : pendant la paix de Trump, la guerre aux Palestiniens continue

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, lundi 17 novembre, une résolution présentée par les États-Unis autorisant la création d'une force internationale à Gaza.

Après être parvenu, fin septembre, à imposer son plan au gouvernement israélien et au Hamas, Trump tenait visiblement à lui donner une reconnaissance internationale en obtenant le soutien de l'ONU, qu'il ne se prive pourtant pas de dénigrer à la moindre occasion. Pour s'assurer d'un vote favorable, et notamment de l'abstention de la Russie et de la Chine, une vague allusion à « l'autodétermination palestinienne et un statut d'État » a été ajoutée, alors que cela ne figurait même pas dans le texte initial.

Reprenant les principaux points du plan Trump, la résolution adoptée prévoit la mise en place d'un Comité de la paix qui aura mandat de gérer l'« administration de transition » de Gaza jusqu'au 31 décembre 2027. En exigeant de présider ce comité,

Trump a clairement affiché sa volonté de mettre en place une forme de protectorat américain, au sein duquel la population palestinienne n'aura aucunement le droit de déterminer son avenir.

Quant à la « force de stabilisation internationale » (ISF) qui doit être déployée à Gaza, on ne sait encore rien de sa composition, mis à part le fait que le gouvernement israélien a refusé qu'elle comprenne des soldats turcs. Son déploiement est censé conduire progressivement au retrait de l'armée israélienne, sans qu'aucun calendrier ait été précisé.

En attendant que cette force soit déployée, si toutefois elle finit par voir le jour, l'armée israélienne continue d'occuper près de la moitié de l'enclave palestinienne. Le plan Trump a ainsi délimité

une « ligne jaune », le long de laquelle les pelleteuses israéliennes ont créé un no man's land et installé des blocs de béton peints en jaune. La protection de cette nouvelle frontière donne un prétexte aux soldats israéliens, si tant est qu'ils en aient besoin, pour poursuivre le massacre commencé il y a plus de deux ans. Plus de 260 Palestiniens ont été tués depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre.

La situation matérielle des Gazaouis ne s'est pas non plus améliorée. Les premières pluies hivernales qui

se sont abattues sur l'enclave ont inondé les camps de fortune dans lesquels survivent plus de 1,5 million d'entre eux, détruisant couvertures, matelas et vêtements. Alors que le plan Trump prévoyait l'entrée quotidienne à Gaza de 600 camions pour acheminer l'aide humanitaire, seuls 100 à 200 parviennent à franchir chaque jour les points de passage et une partie des cargaisons est destinée à la vente. En outre, les autorités israéliennes interdisent de nombreux articles en prétendant qu'ils peuvent être détournés de leur usage,

comme par exemple les tentes avec arceaux métalliques, les grands autoclaves permettant de stériliser des outils chirurgicaux, les seringues de vaccination... et jusqu'aux graines de pommes de terre !

Le plan Trump n'apporte aux habitants de Gaza ni la fin de la guerre ni celle de la famine et des souffrances. Le fait qu'il ait reçu l'appui de l'ONU, des chefs des États arabes, ainsi que du président de l'Autorité palestinienne, montre que les Gazaouis ne peuvent se fier à aucun de ces dirigeants.

Marc Rémy



Pénurie d'eau à Khan Younes, le 18 novembre.

Cisjordanie : la colonisation, inexorable, inacceptable

En Cisjordanie occupée, la violence meurtrière des colons d'extrême droite et de l'armée israélienne s'est intensifiée depuis octobre dernier. Les premiers, en règle générale soutenus par la seconde, ont mené au moins 264 attaques au cours de ce seul mois : un rythme inédit, selon un organisme de l'ONU.

Les chiffres sont parlants. Depuis le 7 octobre 2023, 1 006 Palestiniens ont été tués dans le territoire et 43 Israéliens, avec ou sans uniforme. Mais les agressions menées par des colons se sont multipliées depuis que, même en toute hypocrisie, certains chefs d'État ont dit reconnaître l'existence du problème palestinien, en particulier avec le vote annoncé du plan de paix de Trump par l'ONU. Entre le 13 et le 17 novembre, les soldats israéliens ont tué deux adolescents palestiniens dans le sud cisjordanien. Le 14, les colons d'extrême droite ont incendié une mosquée à Dayr Istiya, près de la ville de Salfit, et l'armée, lors d'un raid, a tué un jeune de 19 ans près de Naplouse. Le 15, près

de Ramallah, des colons ont attaqué des villageois, dont quatre sont portés disparus. Le 16, deux villages ont été pris d'assaut au nord-est de Ramallah, et le même jour des dizaines de Palestiniens ont été arrêtés dans la zone de Jérusalem-est.

Si, lundi 17 novembre, les autorités israéliennes ont exceptionnellement fait évacuer un avant-poste de colons près de Goush Etzion, au sud de Jérusalem, et commencé à y faire intervenir des pelleteuses, c'est au motif que ce terrain était destiné à des constructions officielles... donc à l'implantation d'une nouvelle colonie. Il semble que cette décision ait incité des militants d'extrême droite installés en Cisjordanie, à

redoubler leurs exactions à l'encontre des villageois palestiniens, qu'ils traquent en permanence.

Commandos détruisant les maisons, les cultures, attaques meurtrières contre les travailleurs des oliveraies, destruction ou interdiction d'accès aux récoltes, visant à priver les habitants de ressources, c'est le quotidien que les colons, avec le soutien de l'armée, font subir aux plus de trois millions de Palestiniens vivant en Cisjordanie. Qu'ils occupent des avant-postes ou habitent des implantations considérées comme légales, ils sont désormais plus de 700 000, y compris à Jérusalem-Est, à se sentir soutenus par la politique de colonisation que tous les gouvernements, de gauche comme de droite, ont mené depuis 1967.

Si, depuis peu, Netanyahu affiche quelque distance vis-à-vis des plus violents et des plus extrémistes de ces groupes de colons, c'est vraisemblablement à l'approche

d'un épisode électoral, et en réponse aux protestations de l'opposition. Les colons n'oublient pas que, fin octobre, le Parlement israélien s'était prononcé pour l'examen de deux projets de loi visant à étendre la souveraineté israélienne en Cisjordanie occupée.

Mais même si les implantations continuent de miter

inexorablement la Cisjordanie, rendant de plus en plus impossible l'existence d'un territoire continu pour la population palestinienne, celle-ci persiste à exiger que ses droits soient reconnus. Et c'est la seule issue pour ces deux peuples qui cohabitent entre la Méditerranée et le Jourdain.

Viviane Lafont

Halte à la guerre sans fin contre les Palestiniens !

Halte à la colonisation et à l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza !

Netanyahu assassin et fauteur de guerre, puissances impérialistes complices !

Une manifestation à l'appel de l'Association France-Palestine Solidarité et de nombreuses autres associations est organisée :

Samedi 29 novembre à Paris
14 heures, place de la République

Lutte ouvrière appelle ses militants et sympathisants à y participer.

États-Unis : Trump-MBS, dîner entre criminels

Le 18 novembre, le dirigeant saoudien Mohamed ben Salmane (MBS) a été reçu en grande pompe par Trump à la Maison Blanche, accompagné d'une délégation d'un millier de personnes.

Au menu de cette visite officielle, il y avait les affaires bien sûr, et le renforcement des relations diplomatiques et militaires entre la première puissance impérialiste du monde et la riche monarchie pétrolière, qui manœuvre pour rester une puissance régionale incontournable au Moyen-Orient.

Du côté des affaires, MBS a déjà promis d'investir 600 milliards de dollars aux États-Unis. Pour ne pas rester dépendants du pétrole, les dirigeants saoudiens veulent construire dans leur pays des centrales nucléaires et développer des industries de haute technologie et des centres de stockage de données, des data

centers. Cela suppose des contrats avec des entreprises américaines, les plus performantes dans le secteur de la « Tech » et de l'intelligence artificielle, mais aussi l'accord du gouvernement américain pour des transferts de technologies sensibles. Ces contrats s'ajoutent à toutes les opérations immobilières menées en Arabie saoudite par des promoteurs américains, en premier lieu, justement, la famille Trump.

Mais MBS est surtout venu chercher un accord de défense durable avec les États-Unis. L'alliance scellée entre ceux-ci et l'Arabie saoudite en 1945 subit les conséquences du poids de l'armée israélienne, des guerres et des attaques que celle-ci a menées sans vergogne depuis le 7 octobre 2023 contre les États voisins, avec le soutien américain. Les bombardements israéliens de septembre dernier, visant un immeuble de Doha, la capitale du Qatar, sans que les dirigeants américains ne l'empêchent, ont

agi comme un avertissement.

Le 17 septembre, MBS a signé un traité de défense mutuelle avec le Pakistan, qui dispose de la bombe atomique, pour montrer à ses alliés qu'il pouvait diversifier ses alliances. En parallèle, il souhaiterait acheter des avions de combat F-35, les plus modernes que produit la firme américaine Lockheed Martin. En donnant son accord à cette transaction dénoncée par les dirigeants israéliens, dont l'armée est à ce jour la seule équipée de ces avions au Moyen-Orient, Trump envoie aussi un signal à Netanyahu. Il lui est rappelé que les États-Unis ne mettent pas tous leurs œufs dans le même panier et entendent disposer de plusieurs bras armés dans cette région stratégique que leurs basses manœuvres et leurs interventions militaires successives ont transformée en baril de poudre.

Pour assurer la pérennité du trafic maritime à travers la mer Rouge, le contrôle sur

les gisements de pétrole et de gaz et plus généralement pour empêcher les peuples de la région de contester leur ordre impérialiste, les dirigeants de la prétendue démocratie américaine n'ont pas de scrupules. MBS est à la tête d'un régime rétrograde et intégriste qui pratique les amputations pour vol et nie à peu près tous leurs droits aux femmes. Il y a sept ans à peine, il faisait assassiner puis littéralement découper en morceaux Jamal Khashoggi, journaliste américano-saoudien au *Washington Post*, trop critique à l'égard de la monarchie. Quant à Netanyahu et à ses ministres, ils ont mené pendant deux ans une politique génocidaire à Gaza et continuent d'opprimer et de traquer les Palestiniens dans l'indifférence des dirigeants arabes de la région. Alors, entre bouchers sanguinaires, on sait s'entendre.

Xavier Lachau



Lors de la rencontre entre MBS et Trump, en mai 2025.

Protectionnisme et inflation font bon ménage

La Maison Blanche a annoncé qu'elle voulait baisser les droits de douane frappant certaines denrées alimentaires, après les avoir augmentés quelques jours auparavant.



Supermarché Walmart dans le Maryland.

En augmentant les droits de douane, Trump prétendait qu'il voulait protéger les emplois des travailleurs américains et favoriser le développement des industries sur le territoire des États-Unis, ce qu'il a résumé par son slogan « *Rendre sa grandeur à l'Amérique* », MAGA selon l'acronyme anglais. Mais cette politique protectionniste a eu pour effet de relancer l'inflation. Sur un an, le prix des bananes a augmenté de 6,9 %, celui du bœuf de 14,7 % et celui du café de 18,9 %. Les salaires n'augmentent certainement pas à ce rythme.

Ces augmentations frappent de plein fouet les 42 millions de personnes, dont bon nombre travaillent, qui survivent avec des bons alimentaires. De plus, le mois et demi de blocage budgétaire a entravé le versement de cette aide alimentaire fédérale. Dans des comtés où la population pauvre est concentrée, on peut voir s'allonger des files d'attente de familles dans le besoin là où les autorités locales organisent la distribution de nourriture. C'est cela « *l'âge d'or de l'Amérique* » dont se vante le président.

Tout comme Biden avant lui, Trump oscille entre le déni de la réalité de l'augmentation des prix et l'annonce de mesures censées l'atténuer. Récemment, il s'est vanté d'avoir « *normalisé* » l'inflation et que « *les prix baissent* », contre toute évidence.

En même temps, il promet des aides pour compenser la hausse des prix, comme un chèque de 2 000 dollars à chaque Américain, à part les plus riches, financé par l'argent des droits de douane. Autrement dit, les familles populaires se paieraient elles-mêmes ce chèque en faisant leurs courses puisque le prix des marchandises inclut les droits de douane.

Le protectionnisme et les tarifs douaniers ne protègent en rien les travailleurs, qui s'appauvrissent mois après mois avec des salaires de plus en plus insuffisants face aux prix en hausse.

Dans un pays où le prix du hamburger est un symbole, Trump a ordonné à son ministère de la Justice d'enquêter sur une entente entre les grandes entreprises de l'agro-alimentaire pour pousser le prix du bœuf à la hausse. Ces capitalistes

n'ont rien à craindre d'une posture destinée à berner un électorat populaire républicain qui commence à douter des bienfaits de la politique économique du président. Le ministre de l'Économie de Trump se livre à une démagogie xénophobe, à la fois classique et grotesque, en prétendant que les migrants qui passent clandestinement la frontière font entrer aux États-Unis des vaches malades qui infectent les troupeaux américains ; ce qui

ferait augmenter le prix du bœuf !

Étant tout à fait impuissants face aux maîtres de l'économie et des prix que sont les capitalistes, et ne voulant en rien les contraindre, les dirigeants américains ne peuvent qu'observer avec inquiétude la hausse de l'inflation et la baisse de leur popularité. Leurs gesticulations n'y changent rien.

Lucien Détroit

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 251 (novembre 2025)

- **Moyen-Orient : le plan Trump pour une paix des cimetières**
- **1925, la grève des marins britanniques**
- **Crise politique et guerre sociale**
- **Impénétrable Chine (3)**
- **ISF, taxe Zucman**
- **Kautsky, L'Origine du christianisme**

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



Chili : l'extrême droite vers le pouvoir ?

À l'issue du premier tour de l'élection présidentielle du 16 novembre au Chili, la défaite de la gauche, actuellement au pouvoir, semble se dessiner pour le second tour, prévu dans un mois.

Jeannette Jara, membre du Parti communiste, mais candidate de la coalition Unité pour le Chili regroupant neuf partis et classée au centre gauche, est arrivée en tête. Avec 26,7 % des voix, elle dépasse le candidat d'extrême droite, José Antonio Kast, qui a en recueilli 24,1 %. Mais ce dernier est largement favori pour le deuxième tour, le total des voix des candidats de droite et d'extrême droite atteignant 70 %.

C'est la troisième candidature de Kast, ce rejeton d'un nazi réfugié au Chili après la guerre, qui s'est longtemps réclamé ouvertement de la dictature de Pinochet. Il avait cette fois mis un peu d'eau dans son vin, ce qui a permis à un autre candidat d'extrême droite, le « libertarien » Johannes Kaiser, de le doubler dans le radicalisme, allant jusqu'à promettre l'interdiction du Parti communiste. Les deux se sont rencontrés au soir du premier tour.

Avec l'aide des grands médias privés, toute la campagne a tourné autour de l'insécurité et

de l'immigration, vénézuélienne en particulier, accusée de tous les maux. Tous les partis, y compris la gauche, sont allés dans le même sens. Il y a un mois, les médias retransmettaient les images de l'actuel président de gauche, Gabriel Boric, survolant fièrement le désert d'Atacama vers la frontière nord dans un hélicoptère de l'armée, pour aller inspecter le système de surveillance par drones qui vise à empêcher le passage des migrants.

Après l'explosion sociale de 2019, qui avait effrayé la bourgeoisie chilienne et fait en partie reculer le président de droite de l'époque, l'ensemble des partis de gauche avait entrepris de détourner les aspirations sociales vers un processus complexe d'élaboration d'une nouvelle Constitution censée changer le sort de la population. Gabriel Boric, ancien syndicaliste étudiant, avait été largement élu en 2021. Mais le processus illusoire de réforme constitutionnelle s'est ensuite dégonflé lamentablement, et le gouvernement



Boric devant des mal-logés, en 2021.

Boric a déçu ceux qui en attendaient quelque chose. Retraites de misère, précarité du travail, salaires qui ne suivent pas l'inflation, tout a continué à empirer. La presse évoque les très maigres réformes favorables à la population, mais toutes ont été faites de façon que le patronat y trouve son compte. Ainsi, la baisse de la durée légale du travail hebdomadaire de 45 à 40 heures a été négociée en échange de plus de flexibilité, laissant aux patrons la possibilité d'aller quand ils le souhaitent jusqu'à 52 heures.

Le salaire minimum a été réévalué, passant de 325 euros à 492 mais, dans le même temps, les prix des

produits alimentaires ont fortement augmenté, de 80 à 100 % pour les œufs, l'huile, le riz, et de près de 200 % pour la pomme de terre. La baisse de l'inflation en 2025 n'a pas permis aux plus pauvres de retrouver du pouvoir d'achat.

La candidate de la gauche, la communiste Jeannette Jara, était ministre du Travail et de la Protection sociale du gouvernement Boric. Seule responsable politique à venir de milieux réellement populaires, elle a suscité un temps un certain enthousiasme. Cela lui a encore permis de remporter, en juin, les primaires organisées par la gauche en vue de l'élection

présidentielle, mais ne suffisait pas à compenser la déception causée par l'ensemble de la politique du gouvernement. Élu dans ses primaires avec un langage « de gauche », elle a passé ensuite tous ses temps d'antenne à démentir les illusions qu'elle avait semées.

Cherchant surtout le soutien des courants les plus droitiers de la coalition Unité pour le Chili, Jeannette Jara a pris ses distances vis-à-vis de son propre parti et s'est placée, comme les autres candidats, sur le terrain démagogique de la sécurité et de la fermeture des frontières. Elle pourra se présenter au deuxième tour comme la défenseuse de la démocratie face à une extrême droite admiratrice du président argentin Milei et héritière de Pinochet. Ce duel rappelle celui de 2021, lors duquel Boric, qui affrontait déjà Kast, l'avait emporté. Mais, depuis, les conditions de vie des pauvres et des travailleurs n'ont fait qu'empirer, l'extrême droite s'est considérablement renforcée et la gauche actuellement au pouvoir pourrait payer le prix des désillusions dont elle est responsable.

Antoine Ferrer

Total au Mozambique : coupable par essence !

Lundi 17 novembre, une plainte a été déposée contre TotalEnergies pour « complicité de crimes de guerre », au parquet antiterroriste de Paris.

Une ONG accuse la multinationale d'avoir financé et soutenu des militaires coupables d'assassinats et de tortures sur des civils.

Les faits remontent à l'été 2021, après plusieurs attaques par le groupe djihadiste al-Chabab de villages et d'une ville proches

d'un immense site gazier appartenant entre autres à Total. Ces attaques avaient forcé la multinationale à stopper momentanément la construction et à évacuer ses employés français travaillant sur place. Total finançait alors directement une unité de l'armée mozambicaine pour protéger ses infrastructures et ce sont ces militaires qui ont alors séquestré durant des mois dans des conteneurs métalliques, affamé, torturé et assassiné des dizaines de civils fuyant les combats. Ils ont agi en toute impunité et ne semblent pas inquiétés depuis.

Il faut dire que le projet gazier, particulièrement alléchant pour les capitalistes, leur tenait plus à cœur que la vie de dizaines d'Africains pauvres. Les gisements découverts quelques années auparavant, en mer, au large

du Mozambique, évalués à 5 000 milliards de mètres cubes de pétrole, pourraient être équivalents à ceux du Nigeria, par exemple. ExxonMobil, ENI, TotalEnergies et de nombreuses banques s'étaient jetées sur le projet, estimé à 60 milliards de dollars. En comparaison, le budget annuel de l'État du Mozambique est d'environ 4 milliards de dollars. Tous escomptaient des profits mirifiques, en sachant pertinemment qu'ils pourraient acheter à bas prix la complaisance des autorités de ce pays miné par la pauvreté et la corruption. À l'inverse, la découverte de richesses minières s'avérait une calamité pour les populations, comme d'habitude. Des villages de pêcheurs et de paysans avaient été vidés de leurs habitants. Et les bandes djihadistes pouvaient recruter dans cet

océan de misère.

C'est une ONG qui a révélé la complicité de Total. L'European Centre for constitutional and human rights (ECCHR) accuse le groupe d'avoir reçu des rapports dès le printemps 2021 sur les crimes et la violence des mercenaires. L'ONG a la preuve que Total aurait fait licencier 200 soldats membres de cette unité, en septembre 2021, pour des « incidents » dont la nature n'est pas indiquée. Des primes n'ont pas été payées non plus pour des raisons similaires.

Malgré cela, Total a continué à travailler avec cette unité jusqu'en 2023 et, aujourd'hui, de loin, dans les bureaux confortables et tranquilles de la Défense, la direction du groupe nie avoir été au courant de ces exactions.

Marion Ajar



Travaux engagés par Total pour une usine de GNL au Mozambique.

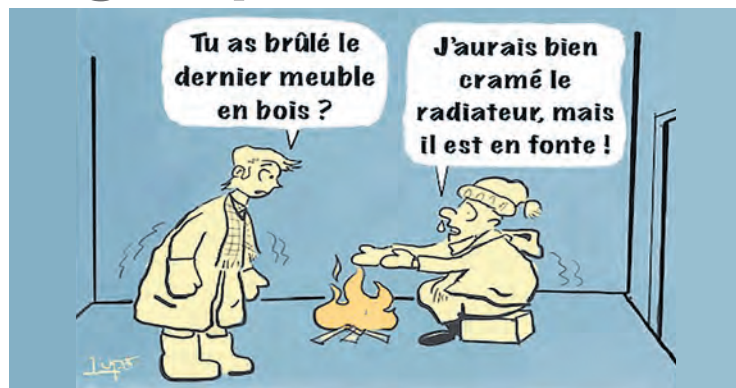
Précarité énergétique: **crédits**

à la baisse

Le 18 novembre est depuis cinq ans « La journée contre la précarité énergétique ». Les chiffres dévoilés par le Médiateur de l'énergie montrent une aggravation rapide des conditions de vie dans un nombre croissant de logements.

Ainsi, 35 % des habitants ont déclaré avoir eu froid au moins un jour l'hiver dernier, contre 14 % en 2020, 12 millions de personnes sont en situation de précarité énergétique, qui est cause d'environ 10 300 décès chaque année et de 1,2 million d'interventions pour factures non payées. Le gouvernement choisit dans le projet de budget 2026 d'enfoncer encore un peu plus les mal-logés.

Ainsi, il n'y aura plus aucun crédit pour la rénovation thermique des logements



sociaux, dont beaucoup sont dégradés. Cela touchera 850 000 logements qui, par magie et sans qu'il y ait eu des travaux exécutés, ne seront plus considérés comme des « passoires thermiques ». Ce changement d'appellation aura aussi des conséquences pour les locataires qui ne pourront plus alors bénéficier de certains droits liés à ce statut.

D'autres coups de rabot concernent d'abord le budget alloué à MaPrimRénov' qui, après avoir perdu 1 milliard d'euros en 2025, sera

amputé d'environ 500 millions d'euros en 2026. Quant au chèque énergie qui, bien que faible puisqu'il se situait entre 48 et 277 euros par an, était indispensable aux locataires à faible revenu pour faire face à la hausse des prix du gaz et de l'électricité, il verra un quart de son budget fondre comme neige au soleil.

Ce gouvernement ne cesse de prêcher les économies d'énergie et de refuser aux plus démunis les moyens d'en faire.

Marianne Lamiral

Hôpital du Vinatier – Bron: la pédopsychiatrie sacrifiée

À l'hôpital psychiatrique du Vinatier, à Bron dans la banlieue lyonnaise, la fermeture de l'hôpital de jour pour enfants entre 6 et 12 ans a choqué le personnel. Cette structure accueille des enfants souffrant, entre autres, d'hyperactivité ou d'autisme.

Il existait auparavant un service d'hospitalisation pour ces jeunes patients, qui a réduit sa capacité d'accueil d'année en année pour finalement fermer complètement il y a deux ans. Tout ce qu'il restait comme solution pour ces enfants nécessitant des soins psychiatriques était un hôpital de jour, sans possibilité d'hospitalisation.

Après la fermeture de ce dernier, la direction

considère que les jeunes patients devront être envoyés à l'hôpital Femme-mère-enfant, voisin, où les moyens de les accueillir sont très insuffisants. Le service de pédopsychiatrie est déjà dans l'incapacité d'accueillir tous les malades, au point que les travailleurs hospitaliers des urgences pédiatriques sont contraints de faire un tri et d'en renvoyer une partie chez eux. L'équipe de l'hôpital de jour du Vinatier a

donc réagi, dénonçant cette fermeture brutale dans une pétition qui a eu un petit succès, faisant reculer provisoirement la direction.

Les économies faites sur le dos des malades ont des conséquences catastrophiques pour les familles qui se retrouvent seules et démunies pour gérer la maladie de leur enfant. Mais là n'est pas le souci des directions des hôpitaux et encore moins celui du gouvernement, au moment où celui-ci annonce encore des milliards d'euros supprimés du budget des hôpitaux.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent L'art de suspendre les pensions de réversion

Ma mère, veuve de 96 ans, aurait reçu il y a un peu plus de quatre ans un banal courrier de l'Agirc-Arrco lui demandant si elle était remariée. Sans réponse de sa part, sans autre recherche de renseignements, sans se préoccuper de la situation d'une personne très âgée, sans accès à internet et qui ne peut se déplacer, l'Agirc-Arrco a suspendu le virement de sa pension complémentaire de réversion qui se montait à 304 euros mensuels.

Quatre ans plus tard, elle a reçu un nouveau courrier lui demandant des documents pour la remise à jour de son dossier. Ayant pris connaissance de ce courrier, j'ai découvert l'interruption et je me suis occupé de réunir les documents avec démarche en mairie. Le dossier validé, les virements ont été rétablis avec un rappel des sommes suspendues pendant 49 mois... Mais ce rappel a occasionné un changement de tranche d'impôts sur le revenu pour ma mère, suivi d'un impôt

multiplié par trois.

Après deux tentatives vaines pour obtenir des explications, un conseiller Agirc-Arrco m'a enfin contacté. Face à ma colère, il a répondu que tout ceci est une démarche normale pour détecter les personnes qui se remarient tout en continuant de percevoir la pension de réversion de leur ancien conjoint... Pour les caisses de retraite, continuer à percevoir la réversion de son conjoint alors qu'on s'est remarié est de la fraude !

Outre que c'est scandaleux, combien de personnes âgées, veuves, se voient suspendre la réversion car elles ont déménagé, parce que le courrier est parti aux oubliettes ou qu'elles sont en incapacité de suivre les affaires courantes, de vérifier leur compte bancaire ou isolées sans personne pour gérer leur courrier ? La véritable fraude est celle de ces caisses qui volent une partie de la retraite des anciens.

D. G.
(Villefranche-sur-Saône)



Contre les violences faites aux femmes

Le Collectif Nous Toutes appelle à des manifestations samedi 22 novembre dans de nombreuses villes. Lutte ouvrière soutient ces manifestations.

À Paris, le cortège partira à 14 heures de la Place de la République.

Michèle Audin et son combat

Michèle Audin, née en 1954, est décédée vendredi 14 novembre. Elle avait consacré une grande partie de sa vie au combat pour la reconnaissance de l'assassinat de son père par l'armée française en 1957.

Le mathématicien communiste Maurice Audin (1932-1957) avait été arrêté, torturé et assassiné par les parachutistes français

à Alger. C'était l'époque de la sale guerre d'Algérie, alors que le gouvernement du SFIO Guy Mollet, dont un certain François Mitterrand avait été ministre, donnait à l'armée des pouvoirs considérables, envoyait le contingent en Algérie, et couvrait les crimes de la guerre coloniale. Sur Maurice Audin, la version officielle était qu'il s'était

échappé d'une jeep... Sa veuve Josette s'était engagée dans un long combat pour la vérité, combat mené ensuite avec les enfants du couple, Pierre et Michèle, jusqu'à ce qu'en 2018 Macron reconnaisse enfin la responsabilité de l'État français dans cet assassinat.

Michèle Audin était mathématicienne et

romancière, autrice de livres souvent centrés sur l'histoire des opprimés et de leurs combats. Passionnée par la Commune de Paris, elle y consacrait un blog avec de nombreux articles et documents (macedonneparis.com), et elle avait écrit plusieurs ouvrages sur l'événement, comme une présentation d'écrits d'Eugène Varlin ou

une histoire de la Semaine sanglante, parus aux éditions Libertalia. Chaque fois, elle venait les présenter avec enthousiasme à la fête de Lutte ouvrière à Presles, et celles et ceux qui venaient l'écouter regretteront sa chaleur et son enthousiasme quand il s'agissait d'évoquer les luttes du passé.

Michel Bondelet

RATP : les salariés du métro mis sous pression

À la RATP, les agents font face à une direction de plus en plus répressive. Elle a franchi un palier supplémentaire en révoquant Chloé, une agente de station de la ligne 9 du métro, pour un motif d'une futilité révoltante.

Le prétexte est un rapport d'un « voyageur mystère » qui aurait surpris Chloé en train de regarder une vidéo TikTok sur son

portable au moment où il s'approchait du guichet. Le motif est tellement dérisoire que même la presse s'en est émue. Sur BFM, par

exemple, une chaîne de télévision qui n'a pas vraiment la réputation d'être favorable aux ouvriers, les journalistes ont avoué qu'eux aussi vont de temps en temps sur les réseaux sociaux pendant leur temps de travail !

Pour se justifier, la RATP prétend que ce n'est pas la première fois que cette agente est sanctionnée. Mais, là encore, les motifs ne sont pas très glorieux. Elle a quand même osé mettre un jour de mise à pied à Chloé pour avoir remis à sa place une voyageuse qui avait fait une réflexion raciste à l'égard des musulmans !

Ces méthodes ne sont pas nouvelles. Il y a quelques mois, Islem, agente de

station également, avait été révoquée alors qu'elle avait subi des attouchements sexuels après avoir été droguée. La RATP avait alors prétendu que cette travailleuse ne pouvait ignorer que le gâteau offert par son agresseur contenait du cannabis. Et cette entreprise se targue de lutter contre le racisme et le sexisme, allant même jusqu'à donner des leçons aux agents ! En fait, dans sa volonté de mettre les salariés au pas, tous les prétextes sont bons et cette répression touche les agents de station comme ceux de la conduite. Le moindre écart peut entraîner jusqu'à un mois de mise à pied.

Alors que certaines organisations syndicales vont

jusqu'à justifier les sanctions sous prétexte que les agents ont une qualification à défendre, les réactions ne sont pas pour le moment à la hauteur des attaques. Mais la direction pourrait bien payer quand même le prix de son arrogance. En station, des agents font part de leur ras-le-bol de voir de tels « voyageurs mystère » chercher la petite bête, alors que les conditions de travail ne cessent de se dégrader et qu'ils doivent faire face, le plus souvent seuls, au mécontentement des voyageurs. Au lieu de faire baisser la tête, les sanctions alimentent une colère qui explosera tôt ou tard.

Correspondant LO



SNCF : leur sécurité et la nôtre

Lundi 10 novembre, un ouvrier d'une filiale de Vinci Construction est mort, écrasé sous un engin de chantier, lors de travaux réalisés sur une emprise SNCF entre Saint-Germain-en-Laye et Achères, dans les Yvelines.

Le 28 octobre, en Alsace, c'est un ouvrier d'une entreprise sous-traitante de la SNCF qui a été tué dans des circonstances similaires, écrasé par une benne à béton. Depuis le début de l'année, on compte déjà quatre

morts sur des chantiers, qui viennent s'ajouter aux six survenues entre novembre 2022 et juillet 2023. Ces drames illustrent la manière dont la direction organise les chantiers. Elle met une pression permanente

sur les délais, passe des contrats avec des entreprises qui tirent sur les prix et qui ont, elles aussi, recours à la sous-traitance et à l'intérim. Voilà ce qui crée les conditions de ces tragédies. « On a tous vu The Navigators, le film des années 90 sur les cheminots en Angleterre, eh bien on y est presque ! » disent bon nombre de travailleurs sur les chantiers.

Pourtant la direction de

la SNCF ne cesse de parler de « sécurité ». En réalité sa préoccupation est d'abord de se protéger juridiquement en reportant la responsabilité individuelle sur les travailleurs plutôt qu'en s'attaquant aux questions d'organisation du travail. Réduire la sécurité des travailleurs au port d'équipements individuels ou à l'obtention d'une certification, comme elle le fait,

c'est masquer volontairement les véritables enjeux. La sécurité passe avant tout par des équipes suffisamment nombreuses et des rythmes de travail tenables.

Dans le domaine de la sécurité comme dans les autres, il faut que les travailleurs prennent la direction de la société et donc de l'organisation du travail.

Correspondant LO

Désimbriquer pour mieux régner

Pour faciliter la privatisation, la SNCF continue la désimbrication, c'est-à-dire la séparation des trains en fonction de l'autorité organisatrice.

Après avoir, il y a des années, cloisonné les différents services, infrastructure, fret et voyageurs, elle répartit maintenant les lignes TER et banlieue en constituant des lots qui seront soumis à des appels d'offres région par région.

Sur le réseau de Paris-Montparnasse, le projet prévoyait de retirer au 14 décembre 2025 toute la charge TER du dépôt de Trappes et toute la charge banlieue du dépôt de Chartres. Cela dégrade au passage les conditions de travail des cheminots par la suppression d'accords locaux et la perte de primes. Et cela crée une organisation aberrante : les rames Corail sont garées à Trappes, mais ceux qui

les conduisent doivent être acheminés en taxi depuis Chartres ou Paris !

Pour l'instant, le projet est suspendu, car la direction, méprisante et sûre de son fait, n'avait même pas pris la peine de respecter le peu de règles existantes et n'avait pas consulté les élus du CSE. Mais, à moins d'une mobilisation du personnel, le projet pourrait n'être que reporté. La direction essaie déjà de monter les dépôts les uns contre les autres en les mettant en concurrence. Le travail de tous est indispensable pour faire rouler les trains et entretenir le matériel, mais elle voudrait que les cheminots l'oublient.

Correspondant LO

Dassault : le mirage des Rafale

L'accord portant sur l'achat par Zelensky d'une centaine de Rafale Dassault, en plus des Gripen suédois et F16 américains, met en lumière qu'au-delà des bonnes affaires pour les marchands de canons, chacun fourbit ses armes pour un conflit que tous envisagent dans la durée.

Reste que la centaine de

Rafale à livrer à l'Ukraine ne sont pas près d'être fabriquées... loin de là ! Dassault, comme tous les patrons, a toujours maximisé ses profits en réduisant le nombre de travailleurs.... quitte à ne pas pouvoir répondre à la commande quand elle arrive.

Ainsi les avions commandés depuis belle lurette

ne sortiront des chaînes de production que dans quatre ans.

Aujourd'hui, à Cergy, Dassault fait par exemple appel à plus d'une dizaine de prestataires pour combler les manques. L'entreprise se dit prête à recruter et former une nouvelle génération de travailleurs, et en appelle au travail du samedi.

Qu'il s'agisse d'avions de guerre, de savonnettes ou de n'importe quelle autre production, produire plus avec moins de travailleurs, moins payés est la seule vraie boussole du patronat. Au-delà des grands mots guerriers, patriotiques ou sur l'intérêt de l'entreprise, la famille Dassault cherche d'abord son profit immédiat aux dépens des salaires et des conditions de travail.

Correspondant LO



Erasteel – Commentry : contre les licenciements

Près de 2 000 personnes ont manifesté vendredi 14 novembre à Commentry, dans l'Allier, contre le licenciement de 190 travailleurs à l'usine Erasteel.



Les salariés d'Erasteel en tête de cortège.

La fonderie existe depuis 1846 et Commentry a été la première ville à avoir un maire socialiste, en 1882. Dernièrement, elle appartenait au groupe Eramet, géant mondial minier et industriel, dont l'État détient plus d'un quart du capital. En 2023, celui-ci a vendu le groupe Erasteel au fonds d'investissement Syntagma Capital qui, dit-il, « *excelle dans l'amélioration de la performance et de la croissance des entreprises* ! »

La direction de ce fonds parle de baisse de commandes et de concurrence chinoise et explique : « *Il n'y a pas de potentiel de développement suffisant pour être rentable*. »

Avec cela, tout est dit ! Que ce soit Syntagma maintenant ou Eramet avant lui (combien de profits sur le dos des travailleurs de Commentry ?), quand les

rapaces estiment ne plus faire assez de profits, ils vont voir ailleurs.

Le ministre de l'Industrie, qui a reçu une délégation syndicale à la sous-préfecture de Montluçon, demanderait, selon la presse, « *des éclaircissements à la direction d'Erasteel* ». Mais pourquoi pas à celle d'Eramet, dont il a été actionnaire ? Autant dire que le ministre n'a rien à faire du sort des 190 travailleurs de Commentry !

La manifestation du 14 novembre montrait aussi la crainte des travailleurs de la région devant les fermetures d'usine et les licenciements qui se succèdent. Chez Adisseo (nourriture animale), à Commentry, ce sont 90 licenciements, chez Amis (fonderie), à Montluçon, ce sont 229 licenciements en 2025, et des menaces pèsent sur les travailleurs de Brea System, à

Vaux. Comme bien d'autres, cette région devient un désert industriel. La seule entreprise qui embauche est Safran, qui fabrique des armes et qui croule sous les commandes, à croire que seule l'industrie de mort rapporte suffisamment de bénéfices pour embaucher.

La CGT a dénombré près de 450 plans de licenciements depuis deux ans, touchant directement 100 000 emplois et 300 000 indirectement. Elle et les partis de gauche demandent « *une politique industrielle au service de la nation et de son peuple* ». Mais il est vain d'attendre du gouvernement qu'il s'oppose à ces patrons qui licencient. Pour garantir un emploi et un salaire à tous, il faut imposer aux patrons et au gouvernement l'interdiction des licenciements et la réquisition des profits.

Correspondant LO

Wizpaper – Wizernes : non aux licenciements !

L'entreprise Wizpaper, à Wizernes, dans le Pas-de-Calais, a été placée en liquidation judiciaire. Cette papeterie, qui appartenait au groupe Arjowiggins, avait d'abord été fermée en 2015, puis rachetée trois ans après par le groupe Be Paper, grâce à un beau cadeau pour le patron : 3,2 millions d'euros d'aides publiques de l'agglomération, de la région et de l'État.

En octobre, l'usine a été placée en redressement judiciaire. Après avoir fait semblant de chercher un repreneur, le patron a finalement décidé de mettre l'entreprise en liquidation judiciaire, ce qui lui permettra de voir ses dettes effacées. Mais, du côté des travailleurs, au moins 149 salariés se retrouveraient au

chômage. Parmi eux, beaucoup sont des anciens d'Arjowiggins, licenciés en 2015 et qui avaient accepté de reprendre leur poste en 2018, souvent en quittant un CDI qu'ils avaient retrouvé après la première fermeture du site. Et les 360 autres salariés du groupe Be Paper n'ont aucune raison de faire confiance à la parole du patron, qui leur affirme que leurs emplois ne sont actuellement pas menacés.

Trouver de l'argent pour maintenir tous les emplois serait évidemment possible, en commençant par rendre publics les montages financiers de la holding familiale et la fortune privée du patron, qui vient à l'usine avec sa voiture de luxe.

Correspondant LO

Usine Arc – Arques : les patrons empoisonnent la vie des travailleurs

À la verrerie Arc France, dans le Pas-de-Calais, des dépistages réalisés ces dernières semaines ont mis en évidence que de nombreux travailleurs étaient contaminés au chrome, au nickel, au cobalt ou encore au fluor.

La réaction de la direction de l'entreprise est à l'image du mépris habituel qu'elle affiche pour les travailleurs. Elle impose à ceux qui sont contaminés d'être mis à « l'isolement ». Cela consiste à être isolé des camarades de travail bien plus que des sources de contamination. La direction de l'usine tente, par exemple, de faire signer un document stipulant une interdiction stricte de serrer la main des collègues. Des travailleurs ont dû changer de poste, mais en restant dans le même secteur que celui où ils ont été contaminés. D'autres sont envoyés

dans d'autres secteurs où il y a aussi des cas de contamination. À ceux qui refusent ces reclassements temporaires, la direction demande de prendre sur leurs jours de congés ou de repos pour « *se mettre à l'isolement* » chez eux !

La direction tente de se

dédouaner de ses responsabilités en affirmant que les travailleurs ont été contaminés en dehors de l'entreprise. Elle aurait même expliqué que la contamination au chrome serait due à une consommation excessive de produits de la mer, traditionnelle dans le Nord !

Face aux patrons qui empoisonnent la vie des travailleurs, il faudra recourir au seul antidote qui vaille : la lutte de classe !

Correspondant LO



Renault – Flins : ça a fini par chauffer

Entre le 10 et le 12 novembre, dans le secteur de l'emboutissage de Renault Flins, une vingtaine de travailleurs ont fait reculer la direction sur le problème du chauffage.

Alors que la direction avait promis de mettre celui-ci en route le 6 novembre, elle ne l'a fait ni le 7 ni même le 10. Vu

le froid de canard à l'embauche à 5 h 25, toute une partie de l'équipe du matin des presses s'est alors mise, lundi 10, en « droit de

retrait ». En conséquence, un cadre local s'est engagé pour le 12, mais le chauffage mis ce jour-là était si bas que personne ne le sentait.

Tenant, eux, leur promesse, les travailleurs du lundi se sont remis en « droit de retrait »... ce qui a

eu pour effet de déclencher le vrai chauffage en trente minutes. Mais la direction, ne voulant pas accepter de payer des ouvriers ayant cessé le travail, n'a pas respecté le droit de retrait et a annoncé qu'elle comptait une heure de grève. Si elle a ses principes, les

travailleurs ont les leurs : quitte à être en grève, ils ont alors décidé de la poursuivre le reste de la journée.

En faisant respecter leurs conditions de travail et leur dignité, ils lui ont largement rendu la monnaie de sa pièce.

Correspondant LO

ArcelorMittal – Dunkerque : 393 travailleurs exposés à l’amiante, un crime patronal

Selon un rapport de l’inspection du travail qui vient d’être publié, 393 travailleurs du site de Dunkerque ont été exposés à l’amiante à la suite d’un incendie sur un haut fourneau en 2023.

Le 30 mars 2023, en effet, le plus grand haut fourneau de l’usine a percé et 150 tonnes d’acier en fusion se sont déversées, une partie des bâtiments a été détruite par les flammes. Dès le lendemain, la direction demandait aux travailleurs d’entreprises sous-traitantes de démonter la charpente et la toiture endommagées. Ce sont notamment ces travailleurs qui ont été exposés à l’amiante, en plus de tous ceux qui étaient présents le jour de l’accident.

Après deux mois de chantier, en juin 2023, la direction de l’usine reconnaissait

qu’il y avait de l’amiante dans les peintures et les garde-corps. Mais, pour les travailleurs qui intervenaient sur le haut fourneau, il était déjà trop tard.

Dans cette usine qui a 63 ans, où de nombreux bâtiments et outils sont exposés à de très fortes chaleurs, il y a de l’amiante partout. Chaque chantier, chaque opération de maintenance sur les fours, les outils, nécessite un contrôle préalable sur la présence d’amiante. Si ces contrôles avaient été réalisés avant la réparation du haut fourneau accidenté, cela aurait

nécessité de longs travaux de désamiantage et donc un arrêt prolongé des installations. La direction a fait le choix de démarrer les travaux immédiatement, pour faire repartir le four au plus vite, exposant ainsi les travailleurs à ce poison mortel.

La direction d’Arcelor-Mittal s’est sentie d’autant plus les mains libres que des crimes de l’amiante à Dunkerque, il y en a eu beaucoup, et aucun patron n’a jamais été inquiété par la justice. De nombreux travailleurs, ainsi que des veuves de travailleurs morts d’Usinor-Sollac (ancien nom du site ArcelorMittal), des entreprises du port, du chantier naval, se sont organisés en association



Un haut fourneau de l’usine ArcelorMittal de Dunkerque.

pour que les patrons responsables de l’empoisonnement à l’amiante soient jugés. Mais la justice s’est systématiquement opposée à tout procès qui aurait mis un patron sur le banc des accusés.

Parmi les travailleurs

de l’usine, beaucoup connaissent cela, ils l’ont vécu au sein même de leur famille. Les plus jeunes sont en train de l’apprendre. Il y a de l’inquiétude, mais aussi beaucoup de colère contre cette dictature patronale.

Correspondant LO

NovAsco : massacreurs d’emplois, gouvernement complice

Lundi 17 novembre, le tribunal de commerce de Strasbourg a annoncé la liquidation du groupe Ascometal, rebaptisé il y a un an NovAsco. Cinq cent quarante-neuf emplois directs sont supprimés, sans compter les sous-traitants.



Seul le site de Dunkerque, qui compte moins de 150 emplois, est repris par Metal Blanc. Le plus gros site, Hagondange en Moselle, avec près de 450 emplois, est liquidé, comme ceux plus petits de Nancy-Custines, près de Nancy, et du Marais, près de Saint-Étienne.

À Hagondange, le dégoût, l’écœurement prévalait devant ce gâchis. NovAsco avait imposé aux travailleurs des postes de douze heures sous prétexte de sauver le site. L’État avait apporté 85 millions pour la reprise d’Ascometal par Greybull Capital à l’été 2024. Greybull, lui, devait mettre 90 millions, mais il n’a mis sur la table que de la monnaie : 1,5 million.

Le gouvernement savait tout cela depuis le mois

d’avril. Mais il a attendu l’annonce de la liquidation pour que le ministre de l’Industrie, Sébastien Martin, annonce vouloir poursuivre en justice Greybull Capital, le qualifiant de repreneur « voyou » et ajoutant « l’impunité, c’est terminé ». Le ministre hausse le ton, mais que ne fait-il saisir les avoirs de Greybull pour assurer un avenir aux travailleurs de NovAsco ? Quand un salarié ne paye pas ses traites, il a des saisies sur salaire ; quand un locataire ne paye pas son loyer, il est expulsé de son logement, mais contre les capitalistes, il n’y a que des paroles en l’air.

Parler, les gouvernements savent le faire, ils sont même payés pour cela. Les travailleurs de la sidérurgie en ont fait l’amère

expérience depuis plus de quarante ans. Mitterrand, en 1981, avait promis aux sidérurgistes de Longwy que pas un seul emploi ne serait supprimé sans qu’un autre n’ait été créé. Il a nationalisé la sidérurgie en indemnisant largement les actionnaires, permettant à des propriétaires comme les de Wendel de faire fortune dans la finance. Toutes les usines de Longwy ont fermé, et 80 % de la population active est maintenant obligée de travailler au

Luxembourg.

Sarkozy, en 2008, affirmait que l’aciérie de Gandrange continuerait avec ou sans Mittal... elle est aujourd’hui rasée. Hollande en 2012 se faisait fort de maintenir les hauts fourneaux de Florange... ils sont voués aux pelleteuses des démolisseurs. Macron n’a rien dit, tellement personne ne l’écoute, il fait juste parler son ministre. En fait, gouvernements, ministres et députés amusent la galerie pendant que les capitalistes

imposent leur dictature et encaissent l’argent public. Pas moins de 205 millions ont été ainsi engloutis dans les repreneurs successifs d’Ascometal.

Aucun tribunal ne condamnera les repreneurs à rendre l’argent, ne serait-ce que pour donner un avenir aux travailleurs. Les larmes de crocodile des politiciens locaux, comme les attitudes de matamore du ministre, ne sont là que pour donner le change.

Étienne Hourdin

Torbel – Tinchebray : le choc d’une fermeture

Mercredi 12 novembre, la quasi-totalité des 67 travailleurs de Torbel à Tinchebray dans l’Orne et des 24 de Fougères, en Ille-et-Vilaine, ont fait grève, suite à l’annonce de l’arrêt de toute production d’ici à mars 2026.

L’entreprise est spécialisée dans la production d’articles de quincaillerie et d’outils de jardin. Elle est implantée à Tinchebray depuis la fin du 19^e siècle, où des générations d’ouvriers ont fait la fortune de ses propriétaires. En 2017, elle a été rachetée par le

groupe Torbel, qui se présente comme le « leader des ferrures de bâtiments », avec des implantations en France et dans plusieurs pays d’Europe.

Alors, pourquoi une telle rupture d’activité que personne n’a vu venir dans l’usine ? « C’est une incompréhension totale ; on nous dit, on va fermer et derrière on doit aller travailler, car il y a beaucoup d’activité », s’exclame un salarié. Le patron se garde bien d’apporter une réponse. Dans la presse locale, on peut lire que la situation financière

de l’entreprise ne serait pas au beau fixe.

Alors les travailleurs, sans aucune production ne peut sortir des ateliers, sont en droit de demander des comptes, d’exercer leur contrôle sur la situation réelle de l’entreprise, vérifier où est passé le fruit de leur travail et au profit de qui. Et surtout ils sont en droit d’exiger des actionnaires du groupe la garantie de pouvoir continuer à travailler et à vivre avec leur famille là où ils l’auront décidé.

Correspondant LO

Travailleurs du nettoyage : l'exploitation s'aggrave

L'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) a publié un rapport consacré aux conditions de travail dans le secteur du nettoyage et à leur impact sur la santé.

Si l'exploitation des travailleurs du ménage n'est pas une découverte dans les classes populaires, ce rapport montre que ce n'est pas un problème lié à telle ou telle entreprise ou tel ou tel chef, mais à un système qui a permis à ces entreprises de

faire, au total, 17 milliards de chiffre d'affaires en 2022. Selon les données de l'enquête emploi réalisée par l'Insee, environ 1,4 million de travailleurs nettoient les bureaux, les usines, les communs des bâtiments d'habitation, les écoles, les

hôpitaux... Les trois quarts sont des femmes, levées tôt, couchées tard, souvent d'origine immigrée, qui vivent avec un temps partiel mal payé. Ainsi, 50 % des salariées qui travaillent dans des entreprises de nettoyage telles que Onet, GSF, Atalian, etc., perçoivent moins de 900 euros par mois. En moyenne, le temps de travail hebdomadaire y est de 24 h 48. Beaucoup de travailleurs doivent donc

cumuler des contrats avec plusieurs entreprises, sans toujours atteindre un temps plein, donc passer d'un site à l'autre. Dans nombre d'entre eux, il n'y a pas même de vestiaire et le sac à main et le manteau doivent rester sur le chariot de nettoyage.

Les entreprises de ce secteur ont poussé comme des champignons à cause de l'externalisation des tâches de nettoyage, qui s'est beaucoup développée depuis la fin des années 1980 dans les entreprises et les administrations publiques. Pour que cette stratégie augmente les marges de l'entreprise donneuse d'ordre ou fasse faire des économies budgétaires aux administrations, il faut augmenter l'exploitation des travailleurs du ménage. Ainsi, à chaque négociation de contrat, le volume horaire attribué pour réaliser le travail de nettoyage est réduit pour un même prix de prestation.

La manutention des poubelles, des corbeilles de bureau, des énormes conteneurs des résidences doit être faite plus rapidement. Les escaliers doivent être montés et descendus de plus en plus rapidement ; la fatigue s'accumule, les troubles musculosquelettiques se multiplient, ainsi que les chutes, parfois

fatales. Le matériel est insuffisant et les produits corrosifs qui provoquent des maladies de peau sont souvent à manipuler sans matériel de protection ni consignes de manipulation. Voilà pourquoi, selon le rapport de l'Anses, les accidents du travail et les maladies professionnelles reconnues sont plus fréquents dans ce secteur que partout ailleurs.

Dans le secteur public aussi, la situation se dégrade au fil des politiques d'austérité. Dans les écoles, les agents de service enchaînent les nettoyages des salles, des couloirs, des sanitaires en un temps toujours plus court. Puis, ils se rendent à la cantine pour exécuter le travail de plonge dans le bruit, la chaleur et l'humidité. Et bien souvent, ils sont appelés pour un remplacement à l'accueil de l'établissement par exemple, afin de pallier le manque de personnel.

Les travailleurs du nettoyage payent au prix de leur santé l'augmentation des marges des entreprises et les politiques de réduction budgétaire dans les administrations publiques. Ceux qui organisent et profitent de ce système ne méritent qu'un bon coup de balai !

Joséphine Sina



Lors d'un mouvement des salariés d'Onet en 2024, au CHU de Toulouse.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie Lutte ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel. Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148 108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

France-Ukraine : au bonheur des présidents et des marchands d'armes

Une odeur de pourriture empuantit l'atmosphère de la rue Bankova à Kiev, siège de la présidence ukrainienne. Zelensky a donc préféré changer d'air pour, sinon se faire oublier de sa propre population, au moins s'éloigner d'un énorme scandale de corruption au sommet de l'État.

Ce scandale implique déjà, entre autres, deux anciens ministres, et un associé en affaires de Zelensky, en fuite à l'étranger. Alors, le président ukrainien a filé pour une visite officielle en Grèce, puis en France et enfin en Espagne, histoire aussi de rassurer ses sponsors européens. En effet, ceux-ci ont beau en avoir vu bien d'autres, ils pourraient à la fin être gênés de soutenir autant le chef d'un régime dirigé par des affairistes et des mafieux, eux qui le présentent comme un rempart de la démocratie qu'il faudrait soutenir à tout prix.

Pour ne parler que de la rencontre entre Macron et Zelensky sur la base militaire de Villacoublay, près de Paris, il y a beaucoup été question de très gros sous pour les industriels français de l'armement à l'occasion de commandes d'armes et d'équipements militaires

pour l'armée ukrainienne.

La « lettre d'intention », signée par Zelensky au côté de Macron, devant un Rafale, a de quoi impressionner. Elle prévoit la fourniture d'une centaine de Rafale F4 de Dassault, de radars Thales, de systèmes de défense aérienne fabriqués par Eurosam (Thales et MBDA), de bombes propulsées de Safran, de missiles, de drones en tout genre produits par des entreprises françaises... Jamais aucun pays n'a commandé en une fois autant d'avions de chasse à Dassault. Et il n'est pas le seul à décrocher le gros lot : il y en aurait pour une vingtaine de milliards.

Certes, il ne s'agit pas encore de commandes fermes, et elles sont censées concerner « l'après », quand ou plutôt si un accord de cessez-le-feu est conclu avec la Russie. En outre, il est prévu que la fourniture d'une telle

quantité d'engins de mort s'étale sur dix ans, sans que les fournisseurs aient à ce jour les moyens de tenir ce rythme.

De plus, l'Ukraine n'a pas de quoi payer tout cela. Pour régler cette facture, plus les 100 à 150 chasseurs Gripen commandés au suédois Saab, Kiev compte sur un prêt de 140 milliards de l'Union européenne, gagé sur les avoirs des oligarques russes gelés en Europe. L'UE, qui aurait ainsi un nouveau moyen de financer ses industriels de l'armement, aurait sans doute aimé pouvoir présenter cela comme un hommage du vice, représenté par Poutine, à la vertu, qu'incarnerait Zelensky... s'il n'incarnait à la vue de tous un État ukrainien passablement corrompu.

Bien sûr, cela fait quelque peu désordre. Mais Macron ne se fait guère de souci de ce côté-là. Il sait trop bien ce que valent les grands principes de ses pareils, à plus forte raison quand on a, comme lui, été banquier d'affaires... Alors, quels que soient les « trucs » qu'il faudra trouver pour continuer



à armer Kiev jusqu'aux dents, la visite éclair de Zelensky à Paris a d'ores et déjà eu un bilan positif pour tout ce beau monde.

Malgré les doutes sur les capacités industrielles de Dassault à fournir 100 Rafale en dix ans, son action a bondi de 7 % à l'annonce de la lettre d'intention. Quant à Macron, il a saisi là une occasion rêvée de faire apparaître la France comme le premier des fournisseurs d'armes à l'Ukraine, en faisant la nique à ses concurrents. C'est aussi un moyen de renforcer les prétentions de Paris à codiriger avec Londres une force militaire d'interposition en Ukraine, s'il y avait accord entre

Moscou et Kiev. Occuper le terrain mettrait les capitalistes français en bonne position pour la suite, notamment pour rafler les contrats de reconstruction en Ukraine.

Voilà ce que signifie concrètement la souveraineté militaire de la France dont se gargarisent les Macron, Le Pen, Mélenchon et compagnie. Pour eux et leurs pareils, les profits des industriels de l'armement justifient que toujours plus de soldats des deux camps périssent au front, que les civils ukrainiens, et russes aussi, tombent sous les missiles et les drones made in France ou ailleurs.

Pierre Laffitte

Pacte vert : des députés au service du patronat

Le 13 novembre, les eurodéputés ont rendu absolument inoffensif le Pacte vert, qui réclame de la vigilance sociale et environnementale de la part des entreprises européennes. Désormais, celles-ci peuvent continuer à fermer les yeux !

Ces dispositions européennes étaient censées imposer aux entreprises de lutter contre les dégâts environnementaux que leur production occasionne à travers le monde. Elles devaient aussi les rendre responsables des conditions de travail dans lesquelles se fait leur production : les violations des droits humains, le travail des enfants, le travail forcé ou l'insécurité dans les ateliers. Ce Pacte vert, élaboré il y a un an et demi seulement, devait finir d'entrer en vigueur début 2026. Les députés ont donc accédé aux desiderata des entreprises qui criaient avant même l'application de ces textes.

L'origine de ce Pacte vert remonte à plus de dix ans. Le 24 avril 2013, le Rana Plaza, bâtiment de huit étages à Dacca, au Bangladesh, s'effondrait,

faisant 1 138 morts et plus de 2 000 blessés. Il abritait des usines de confection pour Mango, Benetton, Walmart, Auchan, C&A et Carrefour. L'immeuble montrait des fissures dangereuses depuis un certain temps, mais les ouvriers avaient été contraints de continuer

à y travailler. À la suite de cette tragédie, un tribunal du Bangladesh a inculpé pour meurtre 38 personnes, dont le propriétaire de l'immeuble, mais les sociétés multinationales impliquées sont restées hors de portée de la justice.

Suite à l'émotion suscitée par ce crime, des sociétés occidentales du textile et du commerce ont essayé de sauver leur image en signant divers codes de bonne conduite mais, encore tout

récemment, le 14 octobre, au moins seize personnes sont mortes dans l'incendie d'une usine textile de Dacca.

Les capitalistes du secteur n'ont de cesse de se battre contre le moindre contrôle, le moindre grain de sable qui pourrait freiner leur production. En France, une loi a été adoptée en 2017 pour rendre les sociétés-mères responsables des actes de leurs filiales à l'étranger, mais les amendes prévues ont été annulées par le Conseil constitutionnel. De nouvelles tractations avaient abouti en mai 2024 au Pacte vert européen, qui vient donc d'être en grande partie annulé. Pourtant il se contentait de prévoir un vague « devoir de vigilance » et de demander des rapports sur le respect des droits humains et de l'environnement par les entreprises... publiés par ces mêmes entreprises. Il n'empêche, le patronat a demandé d'effacer tout cela au nom de la compétitivité des entreprises face à la concurrence des États-Unis.

Seules les plus grandes entreprises, au-dessus de 5 000 employés resteront concernées par ce devoir de « vigilance », autant dire celles qui peuvent se payer les experts les plus compétents, capables de bien présenter les choses. De même, le Parlement a fait disparaître des lois l'idée que les entreprises pouvaient avoir une responsabilité civile.

Un premier détricotage avait été voté en avril par les députés du centre, alliés aux députés socialistes et apparentés, Raphaël Glucksmann en tête. Et dans celui qui vient d'avoir lieu, une nouvelle majorité s'est constituée par une alliance entre la droite et l'extrême droite. « Nous avons prouvé qu'une autre majorité – et une autre politique pour l'Europe – est possible. Ce n'est qu'un début », a déclaré le groupe présidé par Jordan Bardella. Quand il s'agit de laisser le patronat exploiter et saccager la planète, le Rassemblement national est présent !

Jean Sanday



Après l'effondrement du Rana Plaza, en 2013.